

INSTRUCTION

N° 04-071-B-V36 du 28 décembre 2004

NOR : BUD R 04 00071 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

ANALYSE

Mise en œuvre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique par le Trésor public pour les agents de la fonction publique de l'Etat dont il assure la paie.

Date d'application : 01/01/2005

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PAYE ; PERSONNEL DE L'ÉTAT ; RÉMUNÉRATION ; RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGCST	TGE	TOM				

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

SOMMAIRE

1. CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	5
2. RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE	6
2.1. Bénéficiaires	6
2.1.1. Catégories de bénéficiaires	6
2.1.2. Agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension.....	6
2.2. Taux de cotisation	6
2.3. Détermination du niveau des cotisations	6
2.3.1. Détermination de l'assiette de base de la cotisation	6
2.3.2. Détermination de l'assiette s'agissant des agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension.....	7
2.3.3. Plafonnement de l'assiette	7
2.4. Acquisition des droits	7
2.4.1. Principe et périodicité d'acquisition.	7
2.4.2. Détermination du nombre de points attribués à l'agent.	8
2.5. Liquidation des droits	8
2.5.1. Condition préalable.....	8
2.5.2. Nécessité d'un acte de volonté de l'agent.....	8
2.5.3. Détermination du montant de la rente annuelle	9
2.5.4. Versement de la prestation.....	9
2.5.5. Substitution d'un capital à la rente annuelle en dessous d'un seuil	9
2.5.6. Substitution d'une rente annuelle au capital versé en cas de dépassement ultérieur du seuil.....	9
2.5.7. Prestation versée aux conjoints survivants, séparés de corps ou divorcés et aux orphelins	10
2.6. Rôle de l'employeur.....	12
2.6.1. Une définition large	12
2.6.2. Intervention de l'employeur en matière de prélèvement	12
2.6.3. Etablissement de la déclaration annuelle récapitulative	13
2.7. Versement des cotisations.....	14
2.7.1. Périodicités et modalités	14
2.7.2. Délai de versement des cotisations	14
2.7.3. Conséquences du retard de versement.	15

3. INTERVENANTS TECHNIQUES DANS LA MISE EN OEUVRE DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE	15
3.1. L'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (E.R.A.F.P.).....	15
3.2. La Caisse des Dépôts et Consignations	15
4. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC DANS LA MISE EN OEUVRE DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE	16
4.1. Rôle du Trésor public en tant qu'employeur	16
4.2. Rôle du Trésor public en tant que payeur	16
4.3. Rôle du Trésor public en tant que comptable assurant la paie des fonctionnaires de la Fonction publique de l'Etat dans le cadre de la P.S.O.P. (circuit automatisé)	17
4.3.1. Calcul et précompte automatiques des cotisations de la « part salariale » et calcul automatique des cotisations de la « part employeur »	17
4.3.2. Versement des cotisations au régime.....	18
4.3.3. Transmission annuelle des informations sur les montants prélevés.....	18
4.3.4. Information du cotisant sur les montants prélevés.....	19
4.3.5. Régularisations consécutives aux situations d'employeurs multiples	19
4.4. Rôle du Trésor public en matière de paie après ordonnancement préalable (P.A.O.P.).....	19
4.4.1. Situations particulières échappant au calcul automatique.....	19
4.4.2. Calcul des cotisations	20
4.4.3. Versement des cotisations.....	20
4.4.4. Transmission des informations sur les montants prélevés	21
4.4.5. Information de l'agent cotisant sur les montants prélevés	21
5. FONCTIONNALITÉS TECHNIQUES DE L'APPLICATION PAY.....	21
5.1. Sélection des agents concernés par le régime additionnel.....	21
5.2. Identification des rémunérations susceptibles d'entrer dans l'assiette de cotisation.	21
5.3. Calcul du plafond et des cotisations selon la méthode de la base glissante cumulée.....	22
5.4. Versement des cotisations calculées mensuellement.....	22
5.4.1. Préparation de la référence de paiement des cotisations.....	22
5.4.2. Fichier contenant le détail des cotisations mensuelles.....	23
5.5. Mention des cotisations sur le bulletin de paie de l'agent.	23
5.6. Comptabilisation et imputation budgétaire des cotisations.	23

6. PRODUCTION DE LA DÉCLARATION ANNUELLE RÉCAPITULATIVE PAR L'APPLICATION PAY.....	24
6.1. La production de la déclaration annuelle récapitulative répond à une obligation réglementaire.....	24
6.2. La déclaration annuelle récapitulative permet l'ouverture puis l'alimentation des comptes de droits des agents.....	24
6.3. La production et le format de la déclaration annuelle récapitulative.....	24

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Schéma simplifié du rôle du Trésor public dans la mise en œuvre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique.	26
ANNEXE N° 2 : Schéma du circuit de versement en matière de paie automatisée (P.S.O.P.).	27
ANNEXE N° 3 : Schéma du circuit de versement en matière de paie après ordonnancement préalable.	28
ANNEXE N° 4 : Exemple de calcul glissant et cumulé sur une année civile.	29
ANNEXE N° 5 : Exemples de calculs en situation d'employeur unique.....	30
ANNEXE N° 6 : Exemples de calculs en situation d'employeurs multiples et de régularisations pouvant intervenir.....	31
ANNEXE N° 7 : Article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003.	36
ANNEXE N° 8 : Décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.....	37
ANNEXE N° 9 : Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.....	48

Dans le cadre de la réforme des retraites, l'article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 a institué un régime public de retraite additionnelle obligatoire, destiné à permettre l'acquisition de droits à retraite assis sur une fraction de l'ensemble des éléments de rémunération de toute nature non pris en compte dans l'assiette de calcul des pensions civiles et militaires de retraite.

La présente instruction a pour objet de présenter les modalités d'intervention des services du Trésor public dans ce dispositif et de décrire ses procédures de mise en œuvre.

1. CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le régime public de retraite additionnelle et obligatoire institué par l'article 76 de la loi du 21 août 2003 est dénommé « retraite additionnelle de la fonction publique ». Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2005 et sera géré par un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle de l'Etat : l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (E.R.A.F.P.).

Ce régime présente les caractéristiques suivantes :

- *Il assure une solidarité professionnelle entre toutes les catégories de fonctionnaires.* Il est en effet commun à toutes les fonctions publiques permettant ainsi d'affirmer l'unité de la Fonction Publique par delà les règles propres prévues pour chacune de ses composantes par le statut général.
- *Il garantit l'équité entre les générations de fonctionnaires en assurant une solidarité dans le temps* notamment entre les générations de fonctionnaires qui bénéficient aujourd'hui de conditions d'ouverture de droits moins contraignantes et celles auxquelles il est demandé dans le cadre de la loi un effort contributif progressif afin de maintenir le même niveau de droits.
- *Il repose sur une nouvelle assiette de rémunération* donnant lieu à un *nouveau prélèvement* afin de constituer des droits à retraites supplémentaires à partir du 1^{er} janvier 2005, sans droits acquis antérieurement à la date d'entrée en vigueur du régime.
- *Il est obligatoire*, tous les fonctionnaires étant assujettis qu'ils relèvent de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements hospitaliers ou qu'ils exercent leurs fonctions dans des établissements publics. Il s'impose donc aussi à l'ensemble des employeurs publics de fonctionnaires.
- *Il s'agit d'un régime additionnel et non complémentaire.* La retraite versée par le nouveau régime est en effet distincte de la pension servie selon les règles du code des pensions. Toutefois, la retraite additionnelle n'a pas pour vocation d'assurer un revenu de remplacement intégral à l'agent, l'essentiel du revenu de remplacement étant assuré par la pension du régime des fonctionnaires. Elle s'additionnera donc dans la détermination du revenu de remplacement avec, entre autres, les prestations issues des régimes facultatifs de prévoyance collective et/ou les mécanismes d'épargne personnelle auxquels adhèrent les agents.
- *Le RAFP est un régime par répartition* : les cotisations des fonctionnaires et de leurs employeurs financent instantanément le versement de la retraite additionnelle aux anciens fonctionnaires pouvant en bénéficier.
- *C'est un régime provisionné* : le niveau des contributions est fixé a priori, indépendamment du montant des prestations à verser. Durant la phase de montée en charge du régime, les excédents de cotisations sur les prestations ne sont pas reversés instantanément en droits pour les assurés. Ils sont provisionnés et placés afin que l'accumulation des réserves permette, à partir des intérêts du seul capital accumulé, de continuer à payer les pensions.
- *Il s'agit, par ailleurs, d'un régime contributif* : le montant de la pension dépend directement de l'effort contributif réalisé au cours de la carrière. La contrepartie est un niveau moyen de prestation plus faible en début de période car la contributivité des cotisations est proportionnelle à la durée d'activité cotisée.

- Enfin, le RAFP est un régime par points : l'acquisition des droits consiste pour l'assuré à « acheter » des points durant sa carrière. Le total des points acquis lui ouvre droit à une pension égale au nombre de points valorisés par la valeur de service du point.

2. RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

2.1. BÉNÉFICIAIRES

2.1.1. Catégories de bénéficiaires

Ils sont désignés par l'article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003.

Il s'agit :

- des *fonctionnaires civils* auxquels s'appliquent les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, ainsi que les lois n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- des *magistrats de l'ordre judiciaire* ;
- des *militaires de carrière et des militaires sous contrat* ;
- de leurs *conjointes survivants* ainsi que de leurs *orphelins*.

2.1.2. Agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension

Le décret prévoit expressément que les agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) sont bénéficiaires de plein droit de la retraite additionnelle de la fonction publique et acquièrent des droits dans leur position.

A l'inverse, les fonctionnaires de la fonction publique territoriale non affiliables à la C.N.R.A.C.L. du fait de leur nombre d'heures travaillées cotisent au régime général et ne sont donc pas bénéficiaires de la retraite additionnelle de la fonction publique.

2.2. TAUX DE COTISATION

Les cotisants sont les employeurs et les fonctionnaires.

La charge de la cotisation, dont le taux global a été fixé à 10 % par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004, est répartie en parts égales entre les employeurs et les bénéficiaires (soit 5 % pour chacun).

2.3. DÉTERMINATION DU NIVEAU DES COTISATIONS

2.3.1. Détermination de l'assiette de base de la cotisation

L'assiette de la cotisation est constituée par les éléments de rémunération de toute nature versés aux fonctionnaires par leurs employeurs au cours de *l'année civile*, mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux qui entrent dans l'assiette de calcul des pensions dans le régime des pensions civiles et militaires de retraite ou dans le régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Est ainsi institué un principe d'exclusion des éléments de rémunération déjà soumis à une retenue au titre de ces pensions. Il en va de même s'agissant des personnels autorisés, par dérogation, à exercer une activité privée lucrative : la rémunération perçue à ce titre ne pourra entrer dans l'assiette de cotisation.

Sont notamment inclus dans l'assiette de la cotisation les avantages en nature à hauteur de la valeur fiscale déclarée (le remboursement de frais ne constituant pas un avantage en nature), les heures supplémentaires et le supplément familial de traitement.

Par ailleurs, l'assiette de la cotisation à la retraite additionnelle ne saurait se confondre avec celle de la C.S.G. En effet, le renvoi aux éléments de rémunérations « mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale » ne se limite pas aux seules rémunérations soumises à C.S.G. dans la mesure où cet article recense également les éléments de rémunérations exonérés de cette contribution.

Les deux assiettes peuvent toutefois coïncider. Ainsi, par exemple, sont soumises à la cotisation pour la retraite additionnelle les indemnités forfaitaires représentatives de frais dès lors qu'elles sont également soumises à C.S.G.

2.3.2. Détermination de l'assiette s'agissant des agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension

A leur égard, l'assiette de cotisation est déterminée par différence entre les éléments de rémunération de toute nature mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, perçus par le bénéficiaire placé dans cette position, et le montant du traitement indiciaire sur la base duquel il est tenu d'acquitter la retenue pour pension au titre du régime dont il relève.

2.3.3. Plafonnement de l'assiette

2.3.3.1. Agents en fonction sur un emploi conduisant à pension

Afin de contenir les disparités existantes entre les différents régimes indemnitaires bénéficiant aux fonctionnaires, un plafond est, le cas échéant, appliqué à l'assiette de la cotisation.

En effet, les éléments de rémunérations ayant vocation à intégrer l'assiette de la cotisation ne sont pris en compte que dans la limite maximale de 20 % du traitement indiciaire brut total perçu par l'agent au cours de l'année civile considérée.

2.3.3.2. Agents en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension

En ce qui les concerne, la limite de 20 % s'apprécie au regard du montant constitué par la différence entre les éléments de rémunération de toute nature mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale perçus par l'agent et le montant du traitement indiciaire sur la base duquel il est tenu d'acquitter la retenue pour pension au titre du régime dont il relève.

2.4. ACQUISITION DES DROITS

2.4.1. Principe et périodicité d'acquisition.

Les points sont acquis par l'agent *annuellement*. Le décret prévoit expressément l'impossibilité, pour le régime, d'attribuer des points à titre gratuit.

2.4.2. Détermination du nombre de points attribués à l'agent.

Le nombre de points attribués chaque année à chaque bénéficiaire est égal au rapport entre les cotisations versées (parts agent et employeur), telles qu'elles résultent de la déclaration annuelle récapitulative de cotisations produite par l'employeur, et la valeur d'acquisition du point applicable à l'année à laquelle se rapporte cette déclaration.

$$\Rightarrow \frac{\text{cotisation versée sur l'année (C)}}{\text{valeur d'acquisition du point (VAP)}} = \text{nombre de points acquis (N)}$$

La valeur d'acquisition du point, qui est fixée par le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, est indépendante de l'âge du cotisant.

2.5. LIQUIDATION DES DROITS

2.5.1. Condition préalable

L'ouverture des droits des bénéficiaires est subordonnée à la double condition qu'ils aient atteint l'âge de soixante ans et aient été admis à la retraite au titre du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou au titre du régime général d'assurance vieillesse s'il s'agit de fonctionnaires affiliés rétroactivement à ce régime (cette condition n'est pas applicable aux conjoints survivants et aux orphelins).

2.5.2. Nécessité d'un acte de volonté de l'agent

La liquidation des droits est subordonnée à une *demande expresse* du bénéficiaire. Cette dernière peut être formulée conjointement avec celle de la retraite principale (la date de prise d'effet demandée pour la retraite additionnelle pouvant bien entendu être postérieure à celle de la pension de base) ou séparément.

Lorsque la demande de liquidation est présentée séparément, elle est adressée directement à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, accompagnée de pièces justificatives dont la nature sera déterminée par le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique

Le demandeur doit impérativement indiquer la date à partir de laquelle il souhaite bénéficier de sa retraite additionnelle. Cette date doit obligatoirement correspondre au premier jour d'un mois civil et ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel la demande a été formulée.

Si, à la date de prise d'effet de la retraite additionnelle indiquée par l'intéressé, celui-ci ne remplit pas les conditions prévues par l'article 6 du décret du 18 juin 2004 (âge de soixante ans minimum et admission à un régime de retraite), il est informé par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique que sa demande n'est pas recevable et qu'il devra la renouveler.

En outre, l'omission d'une des conditions de forme de la demande prive cette dernière de tout effet car le demandeur ne remplit plus, dès lors, les conditions d'attribution de la prestation prévues par l'article 7 du décret du 18 juin 2004 (la demande expresse nécessaire étant considérée comme manquante). Dans ce cas, l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique informe le demandeur que sa demande n'est pas recevable et qu'il devra la renouveler en totalité.

2.5.3. Détermination du montant de la rente annuelle

Le montant de la rente annuelle est égal au produit du nombre de points acquis par la valeur de service du point, après application d'un barème actuariel modulant cette valeur en fonction de l'âge de liquidation de la retraite additionnelle.

$$\Rightarrow \text{Montant de la rente annuelle (R)} = \frac{\text{nombre de points acquis (N)} \times \text{valeur de service du point (VSP)}}{\text{barème actuariel (B)}}$$

Le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique doit, à ce titre, établir le barème actuariel et fixer la valeur de service du point. Il détermine également la périodicité du versement de la rente en fonction de son montant.

A l'occasion de la première année de versement de la rente, une liquidation provisoire est effectuée sur la base des droits connus au titre du régime (en effet, les droits acquis au titre de l'année courante - *c'est-à-dire celle de la prise d'effet de la rente* - ne seront connus du régime qu'à la fin de cet exercice et ne pourront donc être pris en compte qu'en N+1).

La liquidation provisoire fait l'objet d'une régularisation.

2.5.4. Versement de la prestation

La prestation du régime est attribuée par le directeur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le paiement de la prestation sous forme de rente s'effectue à terme échu.

En cas de décès de son bénéficiaire, la prestation additionnelle est payée jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel est intervenu le décès du titulaire du droit.

2.5.5. Substitution d'un capital à la rente annuelle en dessous d'un seuil

La prestation est servie sous forme de capital lorsque le nombre de points acquis au jour de la liquidation est inférieur à un nombre de points correspondant à une rente annuelle inférieure à un seuil fixé par le décret du 18 juin 2004 précité (205 euros à ce jour, calculé sur la base de la valeur de service du point au titre de l'année 2005).

Le montant du capital auquel le prestataire peut prétendre se déduit donc du montant de la rente annuelle par application du barème actuariel établi par le conseil d'administration de l'établissement.

2.5.6. Substitution d'une rente annuelle au capital versé en cas de dépassement ultérieur du seuil

Si, à la suite d'une révision des droits intervenue après que le capital ait été versé, le montant annuel de la prestation issue de cette révision dépasse le seuil fixé par l'article 9 du décret du 18 juin 2004, il est procédé à une retenue sur le montant des arrérages à verser, dans des conditions assurant la neutralité actuarielle de l'opération.

La rente n'est effectivement mise en paiement qu'après extinction complète de la dette.

2.5.7. Prestation versée aux conjoints survivants, séparés de corps ou divorcés et aux orphelins

2.5.7.1. Prestation versée aux conjoints survivants, séparés de corps ou divorcés

Principe :

Les conjoints survivants, séparés de corps ou divorcés ont droit à une prestation de réversion égale à 50 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès en liquidant sa pension à l'âge de son décès. En cas de décès du bénéficiaire principal avant l'âge de soixante ans, l'âge de liquidation retenu pour le calcul de la prestation est celui de soixante ans.

En cas d'unions successives, la prestation de réversion est partagée entre le conjoint survivant ou séparé de corps et le ou les précédents conjoints divorcés au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Pour ce faire, les périodes sont déterminées de date à date et arrondies au nombre de mois inférieur.

Le partage est effectué à titre définitif lors de la liquidation des droits du premier des conjoints ou ex conjoints qui en fait la demande.

En cas de remariage ou de concubinage notoire du conjoint survivant ou divorcé, le paiement de la prestation de réversion est suspendu. Il peut être rétabli, à la cessation de la nouvelle union, sur demande expresse de l'intéressé.

La date de prise d'effet de la prestation de réversion ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Aucune prestation de réversion n'est due lorsque la prestation additionnelle de droit direct avait été servie sous forme de capital.

Les prestations de réversion sont attribuées par le directeur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Demande :

Pour obtenir la liquidation de sa prestation, le conjoint ou l'ex conjoint survivant doit formuler une demande selon les modalités qui seront définies par le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Cette demande *est effectuée conjointement* avec celle relative à la pension de réversion du régime principal d'affiliation (dont les règles sont prévues, selon le cas, par l'article D20 du code des pensions civiles et militaires de retraite, par l'article 59 du décret du 26 décembre 2003 susvisé ou par l'article R.173-4-1 du code de la sécurité sociale).

Nature de l'avantage financier :

La prestation additionnelle de réversion est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant, apprécié en valeur brute et par tête, au jour de sa date de prise d'effet, est inférieur au seuil fixé par le décret du 18 juin 2004 précité (à ce jour 205 euros).

Le montant du capital auquel le prestataire peut prétendre se déduit donc du montant de la rente annuelle calculée.

La prestation additionnelle de réversion est cumulable avec une rémunération d'activité ainsi qu'avec tout avantage servi par des régimes de retraite de base, complémentaires ou additionnels, quels qu'ils soient.

Le paiement de la prestation additionnelle de réversion sous forme de rente s'effectue à terme échu.

2.5.7.2. Prestation versée aux orphelins

Principe :

Sont concernés par l'attribution de la prestation additionnelle d'orphelin les enfants légitimes, naturels reconnus et adoptifs du bénéficiaire.

Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt et un ans à une prestation égale à 10 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès, sans que le total des prestations attribuées au conjoint et aux orphelins puisse excéder le montant de la prestation qui aurait été accordée au bénéficiaire.

En cas d'excédent, il est procédé à une réduction à due concurrence des prestations servies aux orphelins.

A noter qu'en cas de pluralité d'enfants, le partage de la prestation additionnelle d'orphelin ou sa réduction éventuelle sont opérés, à titre définitif, par parts égales.

Les prestations additionnelles d'orphelin sont attribuées par le directeur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Demande :

La demande de liquidation de la prestation additionnelle d'orphelin est formulée par l'orphelin ou son représentant légal selon les modalités qui seront définies par le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

La demande peut être opérée conjointement avec la demande relative à la pension de réversion. La date de prise d'effet de la prestation additionnelle d'orphelin ne pourra être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Nature de l'avantage financier :

La prestation additionnelle d'orphelin est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant, apprécié en valeur brute et par tête, est au jour de la date de prise d'effet de la prestation inférieur au seuil fixé par le décret du 18 juin 2004 susvisé (à ce jour 205 euros).

Le montant du capital auquel le prestataire peut prétendre se déduit donc du montant de la rente annuelle calculée.

La prestation additionnelle d'orphelin est cumulable avec une rémunération d'activité ainsi qu'avec tout avantage servi par des régimes de retraite de base, complémentaires ou additionnels, quels qu'ils soient.

Le paiement de la prestation additionnelle d'orphelin sous forme de rente s'effectue à terme échu.

2.6. RÔLE DE L'EMPLOYEUR

2.6.1. Une définition large

Peuvent être considérés comme des employeurs les collectivités publiques, administrations ou organismes versant un traitement brut indiciaire (ou un équivalent s'agissant des fonctionnaires détachés sur un emploi ne conduisant pas à pension) à un employé entrant dans la catégorie des bénéficiaires (fonctionnaires d'Etat, territoriaux, hospitaliers ; magistrats de l'ordre judiciaire ; militaires de carrière ou sous contrat).

Une société de droit privé (ex : société d'économie mixte, association...) employant un fonctionnaire accueilli par la voie du détachement sera considérée comme employeur à part entière quand bien même elle n'entre pas dans la catégorie des personnes morales de droit public.

Bien entendu, le fonctionnaire doit être en position d'activité. Un fonctionnaire en position « hors cadre » est donc exclu du bénéfice de la retraite additionnelle de la fonction publique.

2.6.2. Intervention de l'employeur en matière de prélèvement

L'employeur doit verser à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique sa part de cotisation ainsi que la part de l'agent, dues au titre des rémunérations que l'employeur a versées.

Pour ce faire, les cotisations dues par l'agent bénéficiaire font l'objet d'un prélèvement opéré par l'employeur sur la rémunération versée.

L'employeur va ainsi prélever et verser la cotisation due par l'agent qu'il emploie (au taux de 5 %) ainsi que celle dont il est personnellement débiteur (au même taux).

2.6.2.1. L'employeur intervient en cas de versement d'un traitement brut indiciaire

Au sens du décret, doivent donner lieu à cotisation les éléments de rémunération inclus dans l'assiette servis par un employeur versant également un traitement indiciaire.

A l'inverse, les éléments de rémunération entrant dans l'assiette de la cotisation et versés par un employeur qui ne sert pas de traitement brut indiciaire ne donnent pas lieu à cotisation sauf si le plafond de 20 % n'est pas atteint par l'employeur (ou un des employeurs le cas échéant) servant le traitement brut indiciaire sur la base des seuls éléments de rémunération qu'il a versés.

Il en résulte que les rémunérations versées pour l'accomplissement de cours, de corrections de copies ou de participations à des jurys ne donnent pas lieu à cotisation si le plafond de 20 % est atteint par l'employeur principal.

2.6.2.2. En cas d'employeurs multiples : autonomie, sauf exception, de chaque employeur.

Au cours d'une même année civile et s'agissant d'un même agent, plusieurs employeurs peuvent coexister ou se succéder.

Ainsi, les employeurs peuvent être :

- simultanés (l'agent perçoit des traitements indiciaires d'employeurs différents au titre d'une même période) ;
- successifs (situation d'un agent bénéficiant d'une mutation au sein d'une même administration ou d'un changement de corps accompagné d'un changement d'administration).

En cas de pluralité d'employeurs, la charge des cotisations incombant à chacun d'eux est calculée, dans le respect de la limite de 20 %, sur la base des seuls éléments de rémunération et du traitement brut indiciaire que chaque employeur a lui-même versés.

De ce fait, on peut retenir comme principe initial que chaque employeur est autonome.

Toutefois, ce principe est écarté lorsque l'un des employeurs n'atteint pas le plafond de 20 % avec les seuls éléments de rémunération qu'il verse.

2.6.2.3. En cas d'employeurs multiples : obligation de coordination dès lors qu'un des employeurs n'a pas atteint le plafond de 20 %

Par exception au principe d'autonomie des employeurs multiples, ces derniers devront se coordonner dès lors que l'un d'entre eux n'aura pas atteint le plafond de 20 %, de telle sorte que les éléments de rémunération qui n'auraient pas été soumis à cotisation en raison du dépassement du plafond de 20 % par un employeur puissent également bénéficier d'une cotisation au titre de l'autre employeur.

Le but de ce dispositif est de permettre à l'agent d'atteindre le plafond ou de s'en rapprocher afin qu'il puisse acquérir un maximum de points.

En conséquence, une régularisation sera opérée pour atteindre ou s'approcher du plafond de 20 % du traitement brut indiciaire total, constitué par le cinquième de la somme de tous les traitements indiciaires versés.

Dans le cadre de cette approche globalisée, le complément de cotisation déterminé est réparti entre les différents employeurs au prorata des éléments de rémunération qui n'ont pas donné lieu à cotisation alors qu'ils entraient dans l'assiette de cotisation.

A noter que dans ce cadre, les éléments de rémunération attribués par un employeur ne versant pas de traitement brut indiciaire (ex : au titre des corrections de copies, des participations à des jurys ou de l'exercice de cours) sont appelés pour rejoindre l'assiette de cotisation.

2.6.2.4. En cas d'employeurs multiples : détermination d'un employeur « principal » chargé d'opérer les travaux de centralisation et de calcul.

La charge des travaux de globalisation, de centralisation des éléments permettant d'effectuer le calcul du plafond des cotisations et celui des répartitions incombe à l'employeur qui verse *le traitement indiciaire le plus élevé au titre du dernier mois de l'année civile*. Il est alors considéré comme employeur principal de l'agent selon la lettre de l'arrêté ministériel.

Il doit ensuite notifier aux employeurs concernés les versements à effectuer en conséquence et en informe l'agent bénéficiaire.

L'arrêté ministériel prévoit que les régularisations interviennent une fois par an, à l'issue de l'année civile.

2.6.3. Etablissement de la déclaration annuelle récapitulative

Avant le 31 mars N+1, l'employeur doit adresser à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique une déclaration annuelle récapitulative de l'ensemble des cotisations versées, au titre de l'année civile N, pour l'ensemble des bénéficiaires qu'il a rémunérés.

Cette déclaration est détaillée puisqu'elle doit indiquer le montant des cotisations versées à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique pour chacun des agents rémunérés.

Elle comporte également l'ensemble des données individuelles nécessaires à l'évaluation des engagements financiers de l'établissement.

Le rôle de l'employeur est majeur en matière de déclaration dans la mesure où le décret prévoit expressément que les éléments d'information constitutifs de droits qu'il transmet à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique sont fournis sous sa propre responsabilité, celle de l'établissement n'étant engagée qu'en matière de conversion des cotisations en droits individuels.

A noter que la première déclaration annuelle récapitulative transmise en 2006 au titre de l'année 2005 sera d'autant plus importante que c'est son traitement par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique qui permettra l'ouverture des comptes de droits des agents bénéficiaires ayant cotisé.

2.7. VERSEMENT DES COTISATIONS

2.7.1. Périodicités et modalités

2.7.1.1. Périodicités de versement.

Les cotisations sont dues dès le premier euro, aucun plancher de versement n'ayant été institué. Le décret du 18 juin 2004 a fixé la périodicité minimale de versement à une fois par an tout en renvoyant à un arrêté ministériel destiné à fixer les périodicités de versement en fonction des montants de cotisations dus.

L'arrêté ministériel du 26 novembre 2004 a prévu (à titre provisoire dans la mesure où à la date de mise en œuvre du régime les montants dus par les employeurs ne sont pas connus) que les cotisations dont sont redevables les bénéficiaires et leurs employeurs sont calculées et versées mensuellement par les employeurs, dès lors qu'une assiette est constituée.

Ces opérations mensuelles doivent s'opérer, dans le respect du plafond de l'assiette fixé à 20 % du traitement indiciaire, sur la base des éléments de rémunérations cotisables et du traitement indiciaire brut versés depuis le début de l'année civile par ajustement mensuel.

Pour respecter ce mode de calcul, l'arrêté prévoit expressément que les cotisations sont calculées en rapprochant, chaque mois, les éléments de rémunérations bruts cotisables depuis le début de l'année du plafond de l'assiette déterminée à partir du traitement indiciaire brut servi depuis le même début d'année. En outre, lorsque la périodicité de versement des éléments constitutifs de l'assiette n'est pas mensuelle, la cotisation est calculée et versée de telle manière que l'assiette sur laquelle elle est fondée soit mois par mois respectée, en tenant compte des montants déjà acquittés.

Lorsque les éléments d'information concernant les montants versés par les collectivités seront connus, à savoir dans le courant de l'année 2006, un arrêté sera pris, conformément aux dispositions du décret, afin de définir des périodicités en fonction des montants de cotisations dus par les employeurs à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

2.7.1.2. Modalités des versements.

S'agissant des modalités des versements, l'arrêté ministériel indique que le paiement des cotisations est effectué par virement interbancaire au compte courant de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique. Il en va de même en ce qui concerne le paiement des compléments de cotisations afférents aux régularisations prévues en N+1 au titre de N.

2.7.2. Délai de versement des cotisations

L'arrêté ministériel a fixé des délais impératifs de versement des cotisations.

Ainsi, le paiement des cotisations de l'année courante doit être effectué au plus tard le 15 du mois suivant le versement de la paie.

En outre, le paiement des compléments de cotisations afférents aux régularisations intervenant en N+1 au titre de N doit être accompli au plus tard le 15 du mois de mars suivant l'année civile considérée.

2.7.3. Conséquences du retard de versement.

Lorsque la date fixée pour le versement de la cotisation n'est pas respectée par l'employeur, il est appliqué une majoration de 10 % du montant des sommes dues, augmentée de 0,5 % du montant des sommes dues par mois écoulé après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de cette date.

Les majorations de retard doivent être versées dans les quinze jours qui suivent leur notification. Elles sont recouvrées par l'agent comptable selon les mêmes règles que celles prévues pour les sommes auxquelles elles s'appliquent.

Sur demande de l'employeur, le conseil d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique peut, sur avis conforme de l'agent comptable, accorder une remise ou une réduction des majorations en cas de bonne foi dûment établie. Cette demande n'est recevable qu'après le règlement de la totalité des sommes ayant donné lieu à l'application des majorations.

3. INTERVENANTS TECHNIQUES DANS LA MISE EN OEUVRE DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

3.1. L'ÉTABLISSEMENT DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE (E.R.A.F.P.)

L'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique assure la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique. A ce titre, il centralise dans ses comptes les recettes et les dépenses du régime et assure le versement des prestations aux bénéficiaires.

Son conseil d'administration procède notamment à l'évaluation annuelle des engagements de l'établissement et à la détermination du montant de la réserve à constituer pour leur couverture, des conditions de réalisation de l'équilibre de long terme du régime, de la valeur d'acquisition et de la valeur de service du point, du barème actuariel, de la périodicité du versement de la prestation, des orientations générales de la politique de placement des provisions du régime et des pièces justificatives à produire par les bénéficiaires à l'appui des demandes d'attribution des prestations.

Il est donc chargé de la politique et de la stratégie financière de l'établissement. En revanche, le recouvrement des fonds et leur gestion financière ont été confiées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

3.2. LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La Caisse des Dépôts et Consignations a été désignée pour assurer la gestion administrative du régime de retraite additionnelle.

A ce titre, elle doit intervenir à plusieurs niveaux de la chaîne de fonctionnement pour le compte de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

En amont, elle collecte les fonds en provenance de tous les employeurs (Etat, collectivités locales, établissements publics nationaux et locaux, autres organismes). Par ailleurs, elle est chargée de liquider les droits acquis par les fonctionnaires et de tenir les comptes individuels de droits. L'information des bénéficiaires sur les points acquis lui incombe également.

Elle procède, en outre, à la tenue de la comptabilité du régime et aux contrôles annuels relatifs à l'exactitude des montants de cotisations transmis, à partir de l'exploitation de la déclaration annuelle récapitulative.

En aval, la gestion des actifs lui a été confiée. L'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique est en effet autorisé à placer tout ou partie des fonds dont il dispose au titre du régime dans certains actifs financiers.

Enfin, la Caisse des Dépôts et Consignations effectue le calcul du montant de la retraite additionnelle acquise via la liquidation des droits et procède à son versement au bénéfice du fonctionnaire retraité.

4. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC DANS LA MISE EN OEUVRE DU RÉGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

4.1. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC EN TANT QU'EMPLOYEUR

En tant qu'employeur, le Trésor public est chargé de diffuser à ses agents l'information nécessaire à la présentation du régime additionnel et à la connaissance générale de ses modalités de fonctionnement en termes de niveau de cotisations, de droits acquis et de prestations.

En tant qu'employeur, le Trésor public calcule le montant de la cotisation due par ses agents et par lui-même (en cours d'année et, le cas échéant, en N+1 lorsque des régularisations sont rendues nécessaires par des situations d'employeurs multiples ou successifs).

Enfin, du point de vue technique de la collecte des cotisations et de leur versement à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, les départements informatiques du Trésor public effectuent l'interface entre la Caisse des Dépôts et Consignations et les employeurs réels gestionnaires des fonctionnaires dont ils assurent la paie dans le cadre de la P.S.O.P.

Eux seuls seront donc immatriculés (c'est à dire connus et habilités en tant qu'organes transférant les fonds) auprès de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique pour le compte des différents ministères et services concernés par les opérations de la paie sans ordonnancement préalable. Ces derniers seront néanmoins connus du régime en tant que gestionnaires de l'agent.

4.2. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC EN TANT QUE PAYEUR

En matière de précompte des cotisations, l'intervention du Trésor public est plus ou moins étendue selon le cadre technique d'exécution des opérations de paie.

Dans le cadre de la paie sans ordonnancement préalable (P.S.O.P.) des fonctionnaires de l'Etat, le Trésor public calcule et précompte automatiquement le montant des cotisations dues au titre du régime de retraite additionnelle par les bénéficiaires du régime et leur employeur.

Sont concernés les agents civils de l'Etat rémunérés par une administration d'Etat ainsi que les agents rémunérés par des organismes ayant conclu des accords avec le Trésor public pour bénéficier, à titre de prestation technique et en dehors de toute prise en charge comptable, de la paie automatisée sans ordonnancement préalable (paye à façon).

Se situent hors de ce champ les militaires, les agents de l'Etat détachés dans des organismes ne recourant pas à la paie à façon, les agents de l'Etat affectés dans les territoires d'outre-mer, les agents

des collectivités locales et des hôpitaux. Pour ces agents, le calcul des cotisations sera réalisé par le gestionnaire de personnel.

Enfin, les services de l'Etat versent certains éléments de rémunération *en paye après ordonnancement préalable (P.A.O.P.)*, c'est-à-dire par mandat ou ordonnance classique, en dehors des applications gérant la P.S.O.P. Dans ce cadre, le Trésor public n'effectue pas le calcul et le précompte automatiques des cotisations.

Par ailleurs, certaines rémunérations versées par les applications ne feront pas non plus l'objet du calcul et du précompte automatiques. Il s'agit en particulier des éléments versés aux agents qui ont plusieurs employeurs (successifs ou simultanés) au cours d'une année civile et pour lesquels les modalités de calcul et de précompte sont spécifiques (la soumission à cotisation étant tout d'abord subordonnée au versement d'un traitement indiciaire).

De même, pour les agents entrant dans le cadre de la P.S.O.P. mais détachés sur emplois ne conduisant pas à pension, le circuit P.S.O.P. ne pourra pas être mis en œuvre.

Enfin, les régularisations des indus de paie devront dans certains cas être traités en dehors des applications de P.S.O.P.

En définitive, il existera donc deux circuits de versement des cotisations à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, l'un automatisé géré par les applications de paie et qui concernera l'essentiel des cotisations versées, l'autre se situant en dehors des applications gérant la P.S.O.P. où le gestionnaire de personnel interviendra à titre principal dans le calcul des cotisations et où les circuits de mandatement et d'ordonnancement classiques seront mis en œuvre.

4.3. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC EN TANT QUE COMPTABLE ASSURANT LA PAIE DES FONCTIONNAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT DANS LE CADRE DE LA P.S.O.P. (CIRCUIT AUTOMATISÉ)

Les opérations de calcul et de précompte relatives au régime de retraite additionnelle sont réalisées de façon automatisée et intégrées au cycle de paie afin de garantir la fiabilité des calculs et le paiement à l'échéance. A ce titre, différentes opérations sont effectuées.

4.3.1. Calcul et précompte automatiques des cotisations de la « part salariale » et calcul automatique des cotisations de la « part employeur »

S'agissant du circuit automatisé, et même si les départements informatiques du Trésor seront identifiés comme « tiers intermédiaires » des employeurs auprès du gestionnaire de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, ce seront concrètement les services liaison-rémunérations qui exerceront le rôle de correspondants de l'établissement s'agissant des agents dont ils assurent la paie.

A ce titre, les services liaison-rémunérations agiront pour le compte des Trésoreries Générales qui leur sont rattachées s'agissant des cotisations versées au régime par le circuit de la P.S.O.P.

Ainsi, par exemple, s'agissant des cotisations versées par le Trésor public pour le compte de la D.D.E. du Cantal et de ses agents, le département informatique du Trésor de Clermont-Ferrand sera identifié comme « tiers intermédiaire », immatriculé auprès de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, le service liaison-rémunérations assurant les contrôles et suivis nécessaires.

Les applications de paie du Trésor public procèdent au calcul et au précompte automatiques des cotisations sur la base des règles fixées par le décret d'application.

Le calcul des cotisations est réalisé selon le système de la base annuelle glissante selon un rythme mensuel tout comme le précompte. Le calcul effectué par le Trésor public porte à la fois sur la part agent et sur la part employeur.

A ce titre, le précompte, qui correspond au montant de la part agent, vient diminuer la rémunération versée.

4.3.2. Versement des cotisations au régime

Le montant des cotisations versées est égal à la somme des parts employeur et agent.

Ces dernières sont imputées sur des lignes budgétaires spécifiques sur le budget du service qui supporte la part de la rémunération de l'agent constituant l'assiette de la cotisation.

La somme est versée par virement, par le département informatique chargé de la liquidation de la rémunération.

Le rythme de versement des sommes est celui des précomptes (rythme mensuel). Le versement est réalisé au plus tôt en même temps que la paie des agents, soit à la fin du mois au cours duquel le service de l'agent a été fait et au plus tard le 15 du mois suivant celui de la paie (date limite fixée règlementairement).

4.3.3. Transmission annuelle des informations sur les montants prélevés

Conformément au décret du 18 juin 2004, une déclaration annuelle récapitulative des droits est envoyée au régime avant le 31 mars N+1 au plus tard.

Chaque département informatique immatriculé auprès de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique enverra une déclaration récapitulative pour toutes les cotisations versées par le circuit P.S.O.P. (y compris dans le cadre de la paie à façon).

Les informations transmises comporteront les éléments suivants :

- identification du cotisant (nom, prénom, NIR) ;
- « employeur » (trésorerie générale à l'origine du versement) ;
- service administratif qui emploie réellement l'agent ¹ ;
- montant des cotisations versées au titre de la part agent (précomptées sur la paye) et montant versé au titre de la part employeur.

Sur la base de ce montant, le gestionnaire des comptes individuels de droits calcule le nombre de points accumulés, en fonction de la valeur du point. Il est, en outre, chargé d'assurer l'information du cotisant et de son employeur sur les droits acquis.

¹ Pour les cotisations en P.S.O.P., on distingue l'employeur administratif qui est le service administratif qui emploie réellement l'agent (c'est-à-dire le gestionnaire de personnel) et le « tiers intermédiaire », (immatriculé auprès de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique) qui est l'entité qui verse les cotisations et assure, à ce titre, les relations avec l'établissement. Il est nécessaire que le service administratif qui emploie l'agent soit connu afin de faciliter la lecture des déclarations annuelles récapitulatives et des comptes individuels de droits. Ainsi, chaque cotisation est associée à une période et à un service administratif « employeur réel », gestionnaire de personnel.

Le régime assure un contrôle de concordance entre les sommes versées tout au long de l'année et celles figurant sur la déclaration récapitulative annuelle.

4.3.4. Information du cotisant sur les montants prélevés

Le cotisant est informé du montant de cotisation prélevé par une ligne figurant sur son bulletin de paie. Y est également mentionnée, pour information, la part versée par l'employeur au titre du régime de retraite additionnelle.

L'information du cotisant sur sa situation individuelle, prévue par l'article 10 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites (nombre de points accumulés et droits afférents), est assurée, conformément à ce texte, par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique chargé de la liquidation de la prestation.

4.3.5. Régularisations consécutives aux situations d'employeurs multiples

Les régularisations des montants de cotisation rendues nécessaires à la suite du traitement des situation d'employeurs multiples (devant être effectuées avant le 15 mars N+1) ne seront pas, par définition, traitées en P.S.O.P. Elles interviendront par le biais de la procédure de paiement par mandat.

4.4. RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC EN MATIÈRE DE PAIE APRÈS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE (P.A.O.P.)

4.4.1. Situations particulières échappant au calcul automatique

Dans certaines situations, la cotisation au régime de retraite additionnelle ne peut pas être calculée automatiquement par les applications de paie du Trésor public.

Il s'agit en particulier :

- *des agents détachés sur emploi ne conduisant pas à pension*

Il est rappelé que même lorsque ces agents sont payés dans le cadre de la paye à façon, leur cotisation pour la pension principale n'est pas précomptée par l'application. En effet, celle-ci ne connaît pas l'indice sur la base duquel la cotisation est calculée. C'est pourquoi un système alternatif existe : celui des lettres d'appel semestrielles.

Pour les mêmes raisons (le traitement indiciaire brut de référence, et par conséquent l'assiette de cotisation ne sont pas connus), la cotisation au régime de retraite additionnelle ne peut être précomptée automatiquement par l'application.

- *des agents ayant plusieurs employeurs au cours d'une même année civile*

La cotisation au titre du régime additionnel doit être calculée au vu de l'ensemble des rémunérations versées à un agent au cours d'une année civile donnée.

Par conséquent, lorsque l'agent a plusieurs employeurs, successivement ou simultanément, au cours d'une année, il est nécessaire de centraliser tous les éléments pour pouvoir calculer la cotisation due par l'agent et par chacun des employeurs concernés.

Dans ce schéma, les employeurs ayant versé un traitement indiciaire ont cotisé tout au long de l'année dans le cadre du circuit P.S.O.P. au vu des seuls éléments qu'ils ont eux-mêmes versés.

Le solde de cotisation est ensuite calculé en fin d'année par l'employeur principal désigné et donne lieu à un versement par mandat (donc hors P.S.O.P.) de chacun des employeurs concernés.

- des éléments versés en paie après ordonnancement préalable

Les applications de paie ne prennent pas en compte les éléments versés en dehors du circuit P.S.O.P., à un agent payé parallèlement via la P.S.O.P. Ces éléments sont donc payés par les services dépense des trésoreries générales et non par les services liaison-rémunérations.

- des cas particuliers comme les trop-perçus versés en fin d'année

Dans des cas très précis et à faible occurrence, les cotisations liquidées en P.S.O.P. peuvent être inexactes et doivent donc être régularisées. Ainsi, dans le cas général, les retards et les trop-perçus sont régularisés automatiquement dans l'application de paie. Mais lorsque des trop-perçus sont constatés à l'encontre des agents, notamment à l'approche de la fin de l'année civile, cette régularisation automatique ne peut être réalisée et les cotisations versées dans le circuit P.S.O.P. sont susceptibles de s'avérer excessives. La régularisation nécessaire sera alors réalisée hors circuit P.S.O.P.

Dans tous les cas, le circuit hors P.S.O.P. repose sur l'initiative de l'employeur réel de l'agent, entendu comme le service administratif qui emploie l'agent et gère le personnel (service déconcentré : préfecture, D.D.E... ou service central : D.P.M.A. par exemple au MINEFI). Il lui reviendra de calculer les cotisations et d'initier les mouvements comptables (émission de mandat ou d'ordonnance, de lettre de rappel, de titre de perception...). Il devra à ce titre être immatriculé directement auprès du régime.

4.4.2. Calcul des cotisations

En présence d'employeurs multiples, l'employeur principal (c'est-à-dire le service gestionnaire de personnel en charge de l'agent ayant versé le traitement indiciaire le plus élevé le dernier mois de l'année) centralise tous les éléments de rémunération versés au cours de l'année. Si le plafond de cotisation n'a pas déjà été saturé par le ou les employeurs qui ont cotisé tout au long de l'année, il calcule le solde de cotisation dû par chacun des employeurs.

Dans le cas des agents détachés sur emploi ne conduisant pas à pension ou des agents percevant des éléments de rémunération en paye après ordonnancement, le service gestionnaire en charge de l'agent (l'employeur d'accueil s'agissant des détachements) procède au calcul des cotisations au vu des éléments qu'il verse.

Dans les cas de régularisation (hors circuit P.S.O.P.), il revient également au service gestionnaire de personnel en charge de l'agent de procéder au calcul du montant de la régularisation à effectuer.

4.4.3. Versement des cotisations

Chacun des employeurs, entendus comme les services gestionnaires de personnel en charge de l'agent, mandate au bénéfice du régime le solde de cotisation qu'il doit (part agent et part employeur). Dès lors, ces employeurs devront être immatriculés comme employeurs auprès du régime.

Le mandat est adressé au comptable assignataire (service dépense et non service-liaison rémunérations) qui effectue le versement au profit du régime.

Dans les cas très particuliers où des cotisations auront été versées en trop à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, l'employeur émettra à son encontre un titre de perception, pris en charge par le comptable assignataire selon les règles générales du recouvrement.

4.4.4. Transmission des informations sur les montants prélevés

Les versements ou régularisations effectués par le circuit hors P.S.O.P. feront l'objet d'une déclaration récapitulative annuelle spécifique, séparée de la déclaration effectuée au titre des cotisations calculées dans le cadre de la P.S.O.P.

Une déclaration sera effectuée par chaque employeur cotisant et adressée par lui au régime. Elle sera réalisée sous le numéro d'immatriculation de l'employeur gestionnaire de personnel.

Elle contiendra les mêmes informations que la déclaration P.S.O.P. et se présentera sous le même format.

4.4.5. Information de l'agent cotisant sur les montants prélevés

Les cotisations versées en dehors de la procédure de P.S.O.P. ne figureront pas en tant que telles sur le bulletin de salaire édité par le Trésor public.

Il reviendra au service gestionnaire de personnel de compléter l'information de l'agent.

L'information du cotisant sur sa situation individuelle (nombre de points accumulés et droits afférents), mentionnée par l'article 10 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, sera assurée par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

5. FONCTIONNALITÉS TECHNIQUES DE L'APPLICATION PAY.

5.1. SÉLECTION DES AGENTS CONCERNÉS PAR LE RÉGIME ADDITIONNEL.

Tous les mois, le fichier « RH » permet de sélectionner les agents susceptibles de cotiser au régime de retraite additionnelle (il s'agit des personnels civils de l'Etat titulaires, y compris les agents titulaires détachés sur un emploi ouvrant droit à pension civile).

Ainsi, sont sélectionnés les agents de code statutaire 01 à 10 hormis :

- les agents de code statutaire 04 (détachés sur emploi sans pension civile) ;
- les titulaires en congé de fin d'activité (CFA : REM 81) ;
- les agents en congé de restructuration (REM 84) ;
- les agents en congé anticipé d'activité (REM85).

L'enrichissement progressif du fichier « RH » permet de constituer, en fin d'année, la base des cotisants au régime. Une consultation transactionnelle de ce fichier est prévue.

5.2. IDENTIFICATION DES RÉMUNÉRATIONS SUSCEPTIBLES D'ENTRER DANS L'ASSIETTE DE COTISATION.

Le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 prévoit que l'assiette de cotisation est constituée des « éléments de rémunération de toute nature, perçus de leurs employeurs, mentionnés à l'article L. 136-2 du Code de la Sécurité sociale, à l'exception de ceux qui entrent dans l'assiette de calcul des pensions civiles et militaires de retraite ou dans le régime de la C.N.R.A.C.L. », ces éléments étant pris en compte dans la limite de 20 % du traitement indiciaire brut perçu au cours de l'année considérée.

Dans l'application PAY, ne sont pris en compte dans l'assiette de cotisation initiale au régime de retraite additionnelle que les éléments de rémunération éligibles versés au titre d'un dossier dans le ressort d'un même service liaison-rémunérations.

Certaines indemnités sont exclues d'office de l'assiette de cotisation dans la mesure où elles sont soumises à retenue pour pension civile (ex : indemnité de sujétions spéciales de Police (0333), indemnité de risque des Douanes (0312), indemnité de technicité des Finances (0321), indemnité de sujétions spéciales pénitentiaires (0550)).

L'application PAY compare le total ainsi déterminé à la limite de 20 % du traitement indiciaire total perçu au cours de l'année civile considérée.

L'application prend en compte les éléments de rémunération réellement perçus au cours de l'année considérée, sans qu'il soit tenu compte de leur origine, quels que soient l'exercice ou le mois de rattachement auxquels se rapportent ces éléments (notamment en matière de rappels ou de trop-perçus).

5.3. CALCUL DU PLAFOND ET DES COTISATIONS SELON LA MÉTHODE DE LA BASE GLISSANTE CUMULÉE.

Le calcul selon la méthode de la base glissante cumulée annuelle est effectué par l'application PAY mensuellement. Les montants de cotisations sont ainsi déterminés chaque mois par le cumul, dans deux bases distinctes, des montants de traitements indiciaires bruts et des éléments de rémunération entrés dans l'assiette et constatés depuis le début de l'année.

A partir de ces deux bases, l'assiette de cotisation est constituée puis plafonnée à 20% du traitement indiciaire brut.

L'application PAY va ainsi appliquer le taux de 5 % à l'assiette plafonnée constituée depuis le début de l'année (à partir des éléments de rémunération cumulés soumis à cotisation) et en retrancher les montants des cotisations versées au cours des mois précédents.

Les taux de cotisations agent et employeur (5 % chacun) sont servis dans le « barème HO » - « écran PC ».

L'application précompte les cotisations des agents pour des montants en euros entiers et déduit le montant de la cotisation agent versée de la base de calcul de la contribution de solidarité et du montant de son revenu imposable.

5.4. VERSEMENT DES COTISATIONS CALCULÉES MENSUELLEMENT.

Le versement des cotisations calculées mensuellement s'effectue selon un rythme mensuel. L'opération prend la forme d'un virement interbancaire transmis à la Banque de France en règlement de l'ensemble des cotisations « agents » et « employeurs » relevant du ou des services liaison-rémunérations de chaque Trésorerie Générale.

5.4.1. Préparation de la référence de paiement des cotisations

Le virement est référencé selon les mentions fournies par le service gestionnaire de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (la Caisse des Dépôts et Consignations).

A ce titre, le fichier « DK » des créanciers sociaux doit être mis à jour par les services liaison-rémunérations des données relatives à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

La zone de libellé doit être renseignée pour partie avec la référence du paiement transmise par les services de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le numéro de référence est constitué de 14 caractères pour la partie fixe, enregistrée dans le fichier « DK », et complété d'une partie variable de 6 caractères spécifiant la période de versement des cotisations sous la forme « SIECLEannéeMOIS (SSAAMM) ».

La partie variable est ensuite ajoutée à la référence fixe dans le virement, en fonction de la date de la paye.

5.4.2. Fichier contenant le détail des cotisations mensuelles.

Chaque mois, le détail du virement est produit sous la forme d'un fichier récapitulatif, par agent, les cotisations ouvrières et patronales qui ont constitué le règlement.

Ce fichier « R6 » est transmis au service informatique de la Caisse des Dépôts et Consignations qui le conservera pour d'éventuelles recherches ultérieures.

5.5. MENTION DES COTISATIONS SUR LE BULLETIN DE PAIE DE L'AGENT.

Les cotisations dues par l'agent et l'employeur sont mentionnées sur deux lignes du bulletin de paie : « 501080 COTIS.OUVR.RETRAITE ADDIT » s'agissant de la cotisation de l'agent et « 501180 COTIS.PAT.RETRAITE ADDIT » pour information en ce qui concerne l'employeur.

5.6. COMPTABILISATION ET IMPUTATION BUDGÉTAIRE DES COTISATIONS.

L'ensemble des cotisations « agent » et « employeur » dues par les ordonnateurs (administrations de l'Etat et établissements bénéficiant de la paye à façon), calculées dans le cadre de l'application PAY, sont imputées, après versement, sur deux comptes spécifiques.

En effet, le compte 466.623 « Retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) » a été créé en subdivision du compte 466.6 « Cotisations sociales et impositions de toute nature ».

Ce compte comporte deux subdivisions destinées à recueillir les cotisations « ouvrière » et « patronale » : 466.6231 « Cotisations agents » et 466.6232 « Cotisations employeurs »

Les fichiers « BI » et « BJ » ont été mis à jour de ces nouveaux comptes et « codes éléments ».

Les services liaison-rémunérations mettront à jour les fichiers « BI » (table des comptes) et « BJ » (table des éléments de rémunérations) de ces nouvelles données.

Parallèlement, la table « SN » (table des ventilations budgétaires) est mise à jour par programme de l'imputation budgétaire de la dépense pour l'Etat et les établissements des cotisations employeurs.

Les comptes 466.6231 et 466.6232 sont crédités du montant des retenues des agents et contributions employeurs lors de la phase de comptabilisation des cotisations par le débit de divers comptes d'imputation provisoire de dépenses, selon les cas :

- 471.1151 « Imputation provisoire de dépenses. Budget général. Dépenses de traitements liquidées par les départements informatiques. Dépenses ordinaires des services civils » ;
- 471.135 « Imputation provisoire de dépenses. Budget général. Dépenses ordinaires des services militaires. Dépenses de traitements liquidées par les départements informatiques » ;
- 471.77 « Imputation provisoire de dépenses. Collectivités et établissements publics locaux. Dépenses de personnel liquidées par les DIT » ;

- 471.84 « Imputation provisoire de dépenses. Tiers. Dépenses de personnel pour le compte de tiers ».

Les comptes 466.6231 et 466.6232 sont débités mensuellement par le crédit du compte 512.91 « Virements bancaires en cours d'exécution. Comptables centralisateurs » pour virement des cotisations sur le compte de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

6. PRODUCTION DE LA DÉCLARATION ANNUELLE RÉCAPITULATIVE PAR L'APPLICATION PAY.

6.1. LA PRODUCTION DE LA DÉCLARATION ANNUELLE RÉCAPITULATIVE RÉPOND À UNE OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE

L'article 15 du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 prévoit qu'une déclaration annuelle récapitulative est transmise par l'employeur à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique avant le 31 mars N+1. Le document doit contenir l'ensemble des cotisations versées pour l'ensemble des agents relevant de l'employeur, les montants de cotisations étant individualisés par agent.

En outre, le document doit contenir l'ensemble des données individuelles nécessaires à l'évaluation des engagements du régime.

6.2. LA DÉCLARATION ANNUELLE RÉCAPITULATIVE PERMET L'OUVERTURE PUIS L'ALIMENTATION DES COMPTES DE DROITS DES AGENTS.

Au plan technique, seule la transmission de la déclaration annuelle récapitulative permet, après exploitation par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique, l'ouverture des comptes de droits des agents (première année de cotisation) et leur alimentation régulière (première et autres années).

En effet, les versements intervenant au cours de l'année civile sont effectués en masse globalisée sans indication de l'identité du bénéficiaire - cotisant auxquelles ils se rapportent.

Ce n'est de ce fait qu'en N+1, lors de l'exploitation de la déclaration annuelle récapitulative, que les versements opérés sont rattachés à l'agent concerné et convertis en points pour abondement du compte de l'intéressé.

6.3. LA PRODUCTION ET LE FORMAT DE LA DÉCLARATION ANNUELLE RÉCAPITULATIVE.

La déclaration annuelle récapitulative sera produite via l'application PAY par chaque département informatique immatriculé auprès de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Établie au format DADSU, elle agrègera l'ensemble des cotisations versées mensuellement par chaque agent et son employeur. Ce traitement sera accompli à l'aide du fichier « RH » qui constitue la base des cotisants au régime de retraite additionnelle.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux voudront bien informer la Direction Générale, sous le timbre du Bureau 7 C, de toute difficulté éventuelle d'application de la présente instruction.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

POUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

LE SOUS-DIRECTEUR

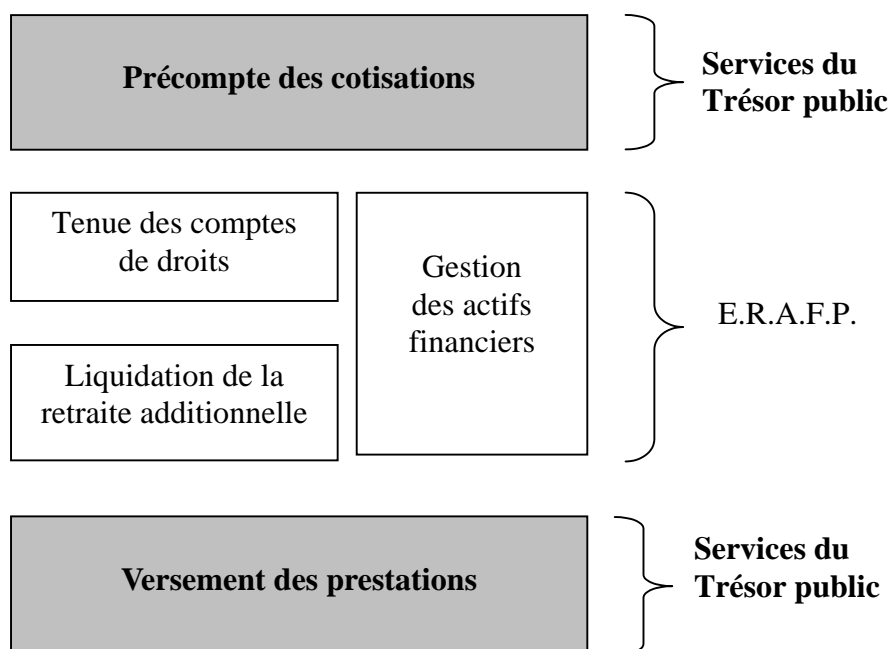
CHARGÉ PAR INTÉRIM DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DAVID LITVAN

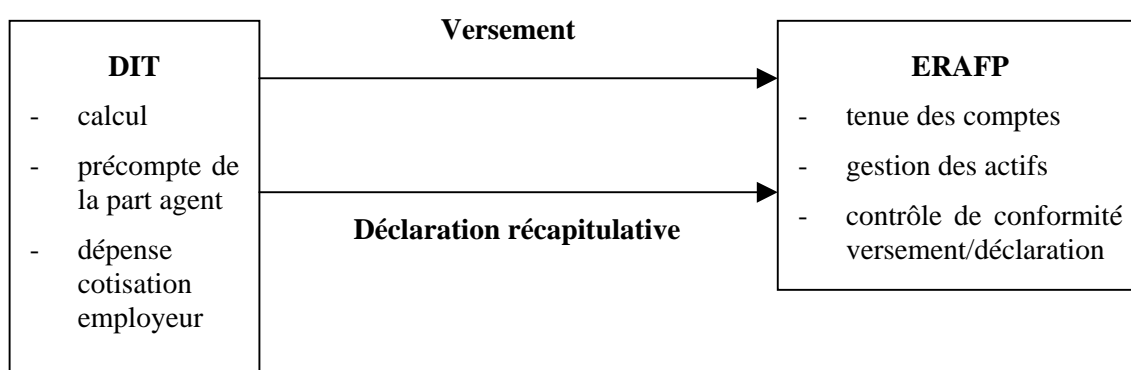
ANNEXE N° 1 : Schéma simplifié du rôle du Trésor public dans la mise en œuvre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le Trésor public intervient sur deux opérations :

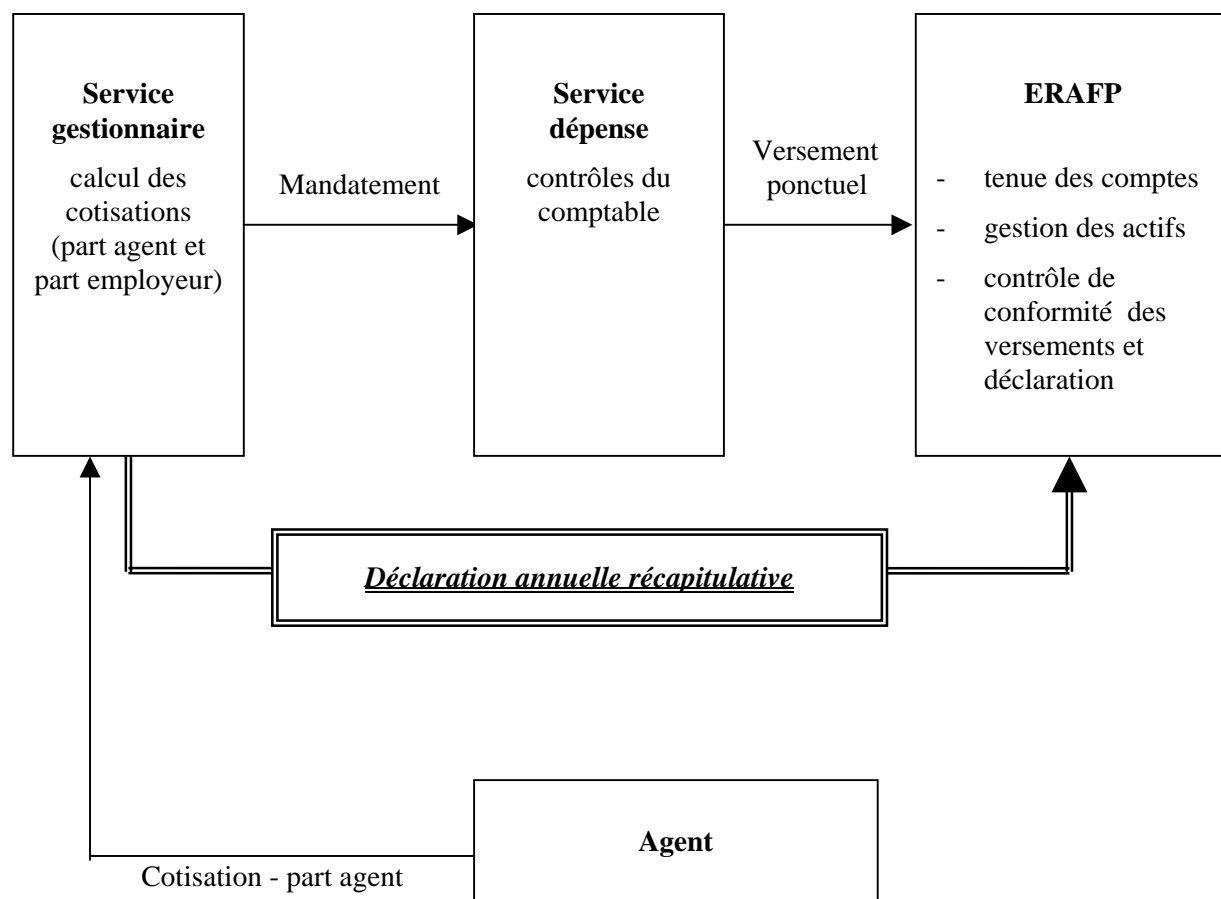
- Le précompte des cotisations (paie automatisée).
- Le versement des prestations.



ANNEXE N° 2 : Schéma du circuit de versement en matière de paie automatisée (P.S.O.P.).



ANNEXE N° 3 : Schéma du circuit de versement en matière de paie après ordonnancement préalable.



ANNEXE N° 4 : Exemple de calcul glissant et cumulé sur une année civile.

	Janv	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	TOTAL
Traitement indiciaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
Traitement indiciaire cumulé (TIC)	100	200	300	400	500	600	700	800	900	1000	1100	1200	1200
Assiette de cotisations (Primes)	30	5	5	0	45	40	20	20	10	20	35	20	
Assiettes de cotisations cumulées (PC)*	30	35	40	40	85	125	145	165	175	195	230	250	250
Plafond cumulé (20 % du TIC)	20	40	60	80	100	120	140	160	180	200	220	240	240
Cotisations cumulées (CC)	2	3,5	4	4	8,5	12	14	16	17,5	19,5	22	24	
Cotisations à verser pour le mois en cours	2	1,5	0,5	0	4,5	3,5	2	2	1,5	2,0	2,5	2	24

Remarque : la ligne « cotisations cumulées (CC) » correspond à l'addition des cotisations agent et employeur (soit 10 % de l'assiette).

ANNEXE N° 5 : Exemples de calculs en situation d'employeur unique.

Hypothèse n°1 : Cas d'un fonctionnaire dont l'employeur unique verse pour l'année considérée un traitement et des « primes » en deçà de 20 % dudit traitement.

L'intéressé et son employeur versent chacun la cotisation de 5 % sur l'intégralité de l'assiette représentée par les primes.

HYPOTHESE N° 1 -	<i>Employeur unique</i>
Traitement	10 000
Primes cotisables	1 500
<i>Plafond</i>	<i>2 000</i>
Primes cotisées soit en % du traitement	1 500 15%
Cotisation agent	75
Cotisation employeur	75

Hypothèse n°2 : Cas d'un fonctionnaire dont l'employeur unique verse pour l'année considérée un traitement et des primes au-delà de 20 % dudit traitement.

Le fonctionnaire et son employeur versent chacun la cotisation de 5 % sur une assiette de primes écrêtée à 20 % du traitement. L'excédent n'est donc pas cotisable au régime.

HYPOTHESE N° 2 -	<i>Employeur unique</i>
Traitement	10 000
Primes cotisables	2 500
<i>Plafond</i>	<i>2 000</i>
Primes cotisées soit en % du traitement	2 000 20%
Cotisation agent	100
Cotisation employeur	100

ANNEXE N° 6 : Exemples de calculs en situation d'employeurs multiples et de régularisations pouvant intervenir.

Hypothèse n°3 : Cas d'un fonctionnaire percevant la même année de la part d'un employeur un traitement et des primes, et de la part d'un autre « employeur » au sens du I de l'article 11 du décret du 18 juin, uniquement des primes non accompagnées d'un traitement.

Dans tous les cas, l'employeur qui verse à la fois un traitement et des primes est « prioritairement » mis à contribution pour verser les cotisations dues au régime.

a) Si le montant des primes est supérieur à 20 % du traitement, cet employeur reste seul contributeur au régime, dans les conditions décrites dans l'hypothèse n°2.

HYPOTHESE N° 3 A -	Employeur principal	Employeur secondaire	Situation globale de l'agent
Traitement	10 000	0	10 000
Primes cotisables	2 500	300	2 800
Plafond	2 000	sans objet	2 000
Primes cotisées soit en % du traitement	2 000 20%	0 0%	2 000 20%
Cotisation agent	100	0	100
Cotisation employeur	100	0	

b) Si le montant des primes est inférieur à 20 % du traitement (par exemple 15 %), il est alors fait appel au deuxième « employeur », celui qui verse exclusivement des primes, de telle sorte que le fonctionnaire puisse acquérir des droits à concurrence de l'assiette globale cotisable. Si le montant total des primes versées par le deuxième employeur (par exemple un montant correspondant à 3 % du traitement versé par le premier employeur), cumulé avec le montant versé par le premier employeur (15 %) reste inférieur au plafond de 20 % du traitement, l'assiette fondée sur les primes versées par le deuxième employeur est intégralement sollicitée. Cet employeur prélève alors 5 % sur ces 3 % constitutifs de l'assiette cotisable au titre de la contribution du fonctionnaire et il verse lui-même 5 % de 3 % au titre de sa propre contribution.

Cette opération de régularisation ne peut bien entendu intervenir qu'en fin d'année N, ou au début de l'année N+1 lorsque les éléments définitifs de rémunération perçus au titre du premier employeur sont connus. Selon les dispositions du décret (article 11, II, 2^{ème} alinéa), le premier employeur, qui verse le traitement indiciaire, est chargé de centraliser les éléments de calcul (traitement et primes), que l'autre employeur est chargé de lui communiquer. Le premier employeur notifie alors à l'autre employeur le montant des primes constituant l'assiette cotisable (3 % du traitement en l'occurrence). L'intéressé en sera en outre informé.

ANNEXE N° 6 (suite)

HYPOTHESE N° 3 B -	<i>Employeur principal</i>	<i>Employeur secondaire</i>	<i>Situation globale de l'agent</i>
Traitement	10 000	0	10 000
Primes cotisables	1 500	300	1 800
Plafond	2 000	sans objet	2 000
Primes cotisées soit en % du traitement	1 500 15%	300 3%	1 800 18%
Cotisation agent	75	15	90
Cotisation employeur	75	15	

c) Si le montant des primes est inférieur à 20 % du traitement au titre du premier employeur (par exemple 14 %) qu'il en est de même du montant versé par le deuxième employeur (par exemple 13 %) et que le cumul des montants (en l'occurrence 27 %) excède le plafond de 20 %, le deuxième employeur est sollicité sur la base d'une assiette de 6 % représentant la différence cotisable entre les obligations à la charge du premier employeur et celles du deuxième en considération du plafond de 20 %.

HYPOTHESE N° 3 C -	<i>Employeur principal</i>	<i>Employeur secondaire</i>	<i>Situation globale de l'agent</i>
Traitement	10 000	0	10 000
Primes cotisables	1 400	1 300	2 700
Plafond	2 000	sans objet	2 000
Primes cotisées soit en % du traitement	1 400 14%	600 6%	2 000 20%
Cotisation agent	70	30	100
Cotisation employeur	70	30	

ANNEXE N° 6 (suite)

Hypothèse n°4 : Cas d'un fonctionnaire percevant un traitement et des primes de la part d'employeurs successifs.

Les deux employeurs versent chacun un traitement et des primes, ces dernières sur la base de 25 % pour le premier et sur la base de 15 % pour le second.

Avant régularisation, le premier employeur chronologique aura versé une cotisation sur la base d'une assiette de 20 % (écrêtement) des primes pendant la période d'emploi. Le second employeur aura versé une cotisation sur la base d'une assiette de 15 % des primes pendant la période d'emploi.

Supposons que le premier employeur ait versé 12 000 euros de traitement brut et donc 3 000 euros de primes, et que le second employeur ait versé 10 000 euros de traitement brut et donc 1 500 euros de primes. Les droits potentiels du fonctionnaire en termes d'assiette cotisable sont, pour l'année civile considérée de $(12\,000 + 10\,000) \times 20\% = 4\,400$ euros. Or, l'intéressé n'aura cotisé que sur la base d'une assiette de $2\,400$ (20% de $12\,000$) + $1\,500 = 3\,900$ euros. Le droit portant sur l'assiette différentielle est donc de 500 euros supplémentaires, sur la base desquels une cotisation doit être versée.

Dans ce cas, une cotisation complémentaire est prélevée à titre de régularisation sur la rémunération du fonctionnaire sur la base de cette assiette différentielle et, s'agissant des employeurs, la charge est répartie entre eux au prorata de la partie des primes versées non cotisées.

HYPOTHESE N° 4 -	Employeur principal A	Employeur principal B	Situation globale de l'agent
Traitement	12 000	10 000	22 000
Primes cotisables	3 000	1 500	4 500
Plafond	2 400	2 000	4 400
Primes cotisées	2 400	1 500	3 900
soit en % du traitement	20%	15%	18%
soit en % du cotisable	80%	100%	87%
Cotisation agent	120	75	195
Cotisation employeur	120	75	

Au cas d'espèce, le premier employeur n'aura pas cotisé (du fait de l'écèlement à 20 %) sur 600 euros ($3\,000 - 2\,400$). En revanche, le second aura cotisé sur la totalité des primes qu'il aura versées.

Seul le premier employeur sera donc mis à contribution à hauteur d'une assiette supplémentaire de 500 euros. Pour cet employeur, l'assiette totale représentera $(2\,400 + 500)/12\,000 = 24,16\%$ du traitement versé.

Le taux de dépassement du taux plafond de 20 % est normal puisque ce plafond joue globalement pour les rémunérations perçues de tous les employeurs.

Cette régularisation ne deviendra bien entendu effective que dès lors que les calculs définitifs auront été opérés. Le premier employeur, qui a versé le traitement indiciaire le plus élevé, sera chargé de centraliser les éléments de calcul.

ANNEXE N° 6 (suite)

HYPOTHESE N° 4 - REGULARISATION	Employeur principal A	Employeur principal B	Situation globale de l'agent
Traitement	12 000	10 000	22 000
Primes cotisables	3 000	1 500	4 500
Plafond	2 400	2 000	4 400
Primes cotisées	2 400	1 500	} 4 400
Complément primes	500	0	
soit en % du traitement	24,17%	13%	20%
Cotisation agent	145	75	220
Cotisation employeur	145	75	

Hypothèse n°5 : Trois employeurs, au sens du décret, versent simultanément un traitement et des primes pour deux d'entre eux, des primes exclusivement pour le troisième.

On suppose que le premier employeur verse 20 000 euros de traitement indiciaire et 6 000 euros de primes, le deuxième 10 000 euros de traitement et 1 000 euros de primes, le troisième 3 000 euros de primes. Dans ce cas, l'opération de calcul de l'assiette de cotisation se décompose comme suit.

Avant régularisation, au titre de l'employeur 1, l'assiette de cotisation des primes sera de 4 000 euros (20 000 euros x 20 %) du fait de l'écêtement. Au titre de l'employeur 2, l'assiette initiale sera de 1 000 euros et au titre de l'employeur 3 de 0 (pas de traitement de référence).

Dans ce cas, pour un versement global de traitement de 30 000 euros, l'assiette avant régularisation sera de 5 000 euros (4 000 euros + 1 000 euros), soit 16,66 % du traitement.

Or, le montant global des primes perçues est de 10 000 euros (6 000 + 1 000 + 3 000).

Un différentiel d'assiette de 1 000 euros subsiste donc jusqu'au niveau de l'écêtement fixé à 6 000 euros (30 000 euros x 20 %).

HYPOTHESE N° 5 -	Employeur principal A	Employeur principal B	Employeur secondaire C	Situation globale de l'agent
Traitement	20 000	10 000	0	30 000
Primes cotisables	6 000	1 000	3 000	10 000
Plafond	4 000	2 000	sans objet	6 000
Primes cotisées	4 000	1 000	0	5 000
soit en % du traitement	20%	10%	sans objet	16,67%
soit en % du cotisable	66,67%	100%	sans objet	50%
Cotisation agent	200	50	0	250
Cotisation employeur	200	50	0	

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Une régularisation est alors opérée et, conformément à l'article 11, II, du décret, le complément de cotisation, nonobstant celui dû par le fonctionnaire lui-même, est réparti entre les employeurs au prorata des primes qui n'ont pas donné lieu à cotisation.

Dans ce cas, l'employeur 2, qui s'est acquitté d'une cotisation calculée sur la base d'une assiette constituée de l'intégralité des primes qu'il a versées, est exonéré de toute charge complémentaire.

Les employeurs 1 et 3, qui n'ont pas épuisé leur capacité respective à cotisation, se répartissent donc la charge de cette dernière sur la base d'une assiette complémentaire fixée « au prorata des primes non cotisées », à savoir 2 000 euros pour l'employeur 1 et 3 000 euros pour l'employeur 3, soit 5 000 euros au total. L'employeur 1 devra donc cotiser sur la base d'une assiette de calcul complémentaire fixée à $2\,000/5\,000 \times 1\,000 = 400$ euros et l'employeur 3 cotisera sur la base d'une assiette de $3\,000/5\,000 \times 1\,000 = 600$ euros.

La régularisation opérée conduira à une assiette de 4 400 pour l'employeur 1 (22 % du traitement) – donc pour ce qui le concerne à un dépassement du plafond fixé par l'article 2 du décret au regard du traitement versé par lui seul – et à 600 pour l'employeur 3 qui, en l'absence du traitement versé, ne s'était initialement acquitté d'aucune cotisation.

HYPOTHESE N° 5 - REGULARISATION	Employeur principal A	Employeur principal B	Employeur secondaire C	Situation globale de l'agent
Traitement	20 000	10 000	0	30 000
Primes cotisables	6 000	1 000	3 000	10 000
Plafond	4 000	2 000	sans objet	6 000
Primes cotisées	4 000	1 000	0	} 6 000
Complément primes	400 (2000/5000x1000)	0	600 (3000/5000x1000)	
soit en % du traitement	22,00%	10%	sans objet	20%
Cotisation agent	220	50	30	300
Cotisation employeur	220	50	30	

La régularisation prendra la forme d'une opération unique dès lors que l'ensemble des éléments constitutifs de l'assiette sera connu (N + 1). L'employeur 1, qui a versé le traitement indiciaire le plus élevé, sera chargé de la centralisation et notifiera à l'employeur 3 le montant de l'assiette cotisable.

ANNEXE N° 7 : Article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003.

Article 76

I. - Il est institué un régime public de retraite additionnel obligatoire, par répartition provisionnée et par points, destiné à permettre l'acquisition de droits à retraite, assis sur une fraction maximale, déterminée par décret en Conseil d'Etat, de l'ensemble des éléments de rémunération de toute nature non pris en compte dans l'assiette de calcul des pensions civiles et militaires de retraite.

II. - Le bénéfice du régime est ouvert :

1° Aux fonctionnaires civils auxquels s'appliquent les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, ainsi que les lois n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

2° Aux magistrats de l'ordre judiciaire ;

3° Aux militaires de tous grades possédant le statut de militaire de carrière ou servant en vertu d'un contrat ;

4° A leurs conjoints survivants ainsi qu'à leurs orphelins.

III. - Les cotisations, dont le taux global est fixé par décret en Conseil d'Etat, sont réparties à parts égales entre les employeurs et les bénéficiaires. L'ouverture des droits des bénéficiaires est subordonnée à la condition qu'ils aient atteint l'âge de soixante ans et aient été admis à la retraite.

La retraite additionnelle mise en paiement par le régime mentionné au 1 est servie en rente. Toutefois, pour les bénéficiaires ayant acquis un nombre de points inférieur à un seuil déterminé par décret en Conseil d'Etat, elle est servie en capital.

IV. - Ce régime est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle de l'Etat. Il est administré par un conseil d'administration composé, notamment, de représentants des employeurs et de représentants des bénéficiaires cotisants.

V. - Le conseil d'administration procède chaque année à l'évaluation des engagements, afin de déterminer le montant de la réserve à constituer pour leur couverture.

VI. - Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

VII. - Le présent article entrera en vigueur le 1er janvier 2005.

ANNEXE N° 8 : Décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

Article 1

Le régime public de retraite additionnel et obligatoire institué par l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée est dénommé « retraite additionnelle de la fonction publique ».

TITRE Ier

DROITS ET OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES DU RÉGIME ET DE LEURS EMPLOYEURS

Chapitre 1er - L'assiette et le taux de cotisation

Article 2

L'assiette de cotisation est constituée par les éléments de rémunération de toute nature perçus de leurs employeurs par les bénéficiaires au cours de l'année civile mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux qui entrent dans l'assiette de calcul des pensions dans le régime des pensions civiles et militaires de retraite ou dans le régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Ces éléments sont pris en compte dans la limite de 20 % du traitement indiciaire brut total perçu au cours de l'année considérée.

Dans le cas où, par dérogation au principe énoncé à l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, le bénéficiaire est autorisé à exercer une activité privée lucrative, la rémunération perçue à ce titre n'entre pas dans l'assiette de cotisation.

Article 3

Le taux global de cotisation est fixé à 10 % du montant de l'assiette. Il est réparti à parts égales entre l'employeur et le bénéficiaire.

Article 4

Les bénéficiaires en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales acquièrent dans cette position des droits au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique. L'assiette de cotisation est alors déterminée par différence entre les éléments de rémunération de toute nature mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, perçus par le bénéficiaire placé dans cette position, et le montant du traitement indiciaire sur la base duquel il est tenu d'acquitter la retenue pour pension au titre du régime dont il relève. La limite de 20 % prévue à l'article 2 s'apprécie au regard de ce traitement.

ANNEXE N° 8 (suite)

Chapitre 2 - L'acquisition des droits et la liquidation des prestations**Article 5**

Le nombre de points attribué chaque année à chaque bénéficiaire est égal au rapport entre les cotisations versées, telles qu'elles résultent de la déclaration annuelle récapitulative de cotisations de l'employeur mentionnée à l'article 15, et la valeur d'acquisition du point applicable à l'année à laquelle se rapporte cette déclaration.

La valeur d'acquisition du point est fixée par le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime. Elle est indépendante de l'âge du cotisant. Le régime n'attribue aucun point à titre gratuit.

Article 6

Pour les bénéficiaires mentionnés aux 1°, 2° et 3° du II de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée, l'ouverture des droits est subordonnée à la condition qu'ils aient atteint l'âge de soixante ans et aient été admis à la retraite au titre du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou au titre du régime général d'assurance vieillesse s'il s'agit de fonctionnaires affiliés rétroactivement à ce régime.

Article 7

La liquidation des droits est subordonnée à une demande expresse de la part du bénéficiaire.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale précise les modalités de présentation de cette demande.

Article 8

Le montant de la rente annuelle est égal au produit du nombre de points acquis par la valeur de service du point, après application d'un barème actuariel modulant cette valeur en fonction de l'âge de liquidation de la retraite additionnelle. Ce barème est établi par le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime.

Une liquidation provisoire est effectuée sur la base des droits connus au titre du régime ; elle donne lieu à régularisation.

Le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime fixe la valeur de service du point. Il détermine la périodicité du versement de la rente en fonction de son montant.

Article 9

La prestation est servie sous forme de capital lorsque le nombre de points acquis au jour de la liquidation est inférieur à un nombre de points correspondant à une rente annuelle de 205 EUR calculée sur la base de la valeur de service du point au titre de l'année 2005.

Article 10

Les conjoints survivants mentionnés à l'article 6 ont droit à une prestation de réversion égale à 50 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès. En cas d'unions successives, la prestation de réversion est calculée au prorata de la durée des différentes unions.

ANNEXE N° 8 (suite)

Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt et un ans à une prestation égale à 10 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès, sans que le total des prestations attribuées au conjoint et aux orphelins puisse excéder le montant de la prestation qui aurait été accordée au bénéficiaire. En cas d'excédent, il est procédé à une réduction à due concurrence des prestations servies aux orphelins.

Les modalités de la liquidation des droits des conjoints survivants et des orphelins sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale. Cet arrêté s'inspire des règles prévues en la matière par le code des pensions civiles et militaires de retraite.

Chapitre 3 - Les cotisations et les employeurs

Article 11

I. - Lorsque, au titre d'une même année civile, des éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 sont versés simultanément ou consécutivement à un bénéficiaire par plusieurs collectivités publiques, administrations ou organismes, regardés chacun comme un employeur au sens du présent décret, la charge des cotisations incombant à chaque employeur servant un traitement indiciaire est, sous réserve des dispositions du II, calculée, dans le respect de la limite de 20 %, sur la base des seuls éléments de rémunération et du traitement indiciaire qu'il a lui-même versés.

Sous réserve des dispositions du II, les éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 versés par un employeur qui ne sert pas de traitement indiciaire ne donnent pas lieu à cotisation.

II. - Lorsque l'application des dispositions du I conduit à soumettre à cotisation un montant inférieur à celui correspondant à l'ensemble des rémunérations entrant dans l'assiette définie à l'article 2, dans la limite de 20 % du traitement indiciaire total perçu par le bénéficiaire, une régularisation est opérée de façon à atteindre ce dernier montant. Le complément de cotisation est réparti entre les employeurs au prorata des éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 qui n'ont pas donné lieu à cotisation.

L'employeur qui verse le traitement indiciaire le plus élevé est chargé de centraliser les éléments permettant d'effectuer ce calcul. Il notifie aux employeurs concernés les versements à effectuer en conséquence et en informe le bénéficiaire.

III. - Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale précise les modalités d'application du présent article.

Article 12

Les cotisations sont dues au régime dès le premier euro. Le versement doit intervenir au moins une fois par an.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale fixe les modalités de versement des cotisations par les employeurs, notamment sa périodicité en fonction des montants dus.

Article 13

Lorsque la date fixée pour le versement de la cotisation n'est pas respectée par l'employeur, il est appliqué une majoration de 10 % du montant des sommes dues, augmentée de 0,5 % du montant des sommes dues par mois écoulé après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de cette date.

ANNEXE N° 8 (suite)

Les majorations de retard doivent être versées dans les quinze jours qui suivent leur notification. Elles sont recouvrées par l'agent comptable selon les mêmes règles que celles prévues pour les sommes auxquelles elles s'appliquent.

Sur demande de l'employeur, le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime peut, sur avis conforme de l'agent comptable, accorder une remise ou une réduction des majorations en cas de bonne foi dûment établie. Cette demande n'est recevable qu'après le règlement de la totalité des sommes ayant donné lieu à l'application des majorations.

Article 14

Il ne peut être procédé à aucun ajustement de la valeur d'acquisition et de service du point du fait du non-respect par les employeurs des règles fixées au présent chapitre.

Article 15

Pour chaque année civile et avant le 31 mars de l'année suivante, l'employeur adresse à l'établissement public gestionnaire du régime une déclaration annuelle récapitulative de l'ensemble des cotisations versées au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique pour l'ensemble des bénéficiaires qu'il rémunère. Cette déclaration fait apparaître le montant des cotisations versées au régime pour chacun des bénéficiaires rémunérés. Elle comporte également l'ensemble des données individuelles nécessaires à l'évaluation des engagements mentionnés à l'article 28.

Les éléments d'information constitutifs de droits transmis par les employeurs au régime sont émis sous leur propre responsabilité, nonobstant la responsabilité du gestionnaire.

TITRE II

ADMINISTRATION DU RÉGIME

Chapitre 1er - L'établissement public gestionnaire du régime

Article 16

L'établissement public administratif mentionné au IV de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée est dénommé « établissement de retraite additionnelle de la fonction publique ».

Cet établissement assure la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique. A ce titre, il centralise dans ses comptes les recettes et les dépenses du régime et assure le versement des prestations aux bénéficiaires.

Article 17

L'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique est soumis au régime financier et comptable défini par les dispositions du décret du 29 décembre 1962 susvisé relatives aux établissements publics nationaux à caractère administratif ainsi que par celles du décret du 10 décembre 1953 susvisé.

Il est doté d'un plan comptable adapté à ses spécificités, approuvé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale, après avis du Conseil national de la comptabilité.

ANNEXE N° 8 (suite)

Les comptes sont tenus de façon à distinguer la gestion du régime lui-même du fonctionnement propre de l'établissement.

Des régies de recettes et des régies d'avances peuvent être instituées conformément aux dispositions du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

L'agent comptable de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 18

L'établissement n'est pas soumis au contrôle financier défini par le décret du 25 octobre 1935 susvisé. Il relève du contrôle économique et financier de l'Etat prévu par le décret du 26 mai 1955 susvisé. Le contrôleur d'Etat est assisté par un commissaire contrôleur des assurances chargé du suivi de la situation financière du régime et du contrôle du respect des règles prudentielles.

Les attributions du contrôleur d'Etat et les modalités d'exercice de son contrôle sont fixées en tant que de besoin par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé de l'économie, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale.

Chapitre 2 - Le conseil d'administration

Article 19

Le conseil d'administration est composé de 17 membres, selon la répartition suivante :

7 membres représentant les bénéficiaires cotisants du régime, proposés par les organisations syndicales représentatives ;

3 membres, dont un militaire, représentant l'ensemble des employeurs de la fonction publique de l'Etat ;

3 membres représentant les employeurs de la fonction publique territoriale choisis parmi les membres élus du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

1 membre représentant les employeurs de la fonction publique hospitalière ;

3 personnalités qualifiées.

Pour chaque administrateur représentant les bénéficiaires cotisants ou les employeurs de la fonction publique il est nommé un suppléant dans les mêmes conditions que les titulaires.

Le directeur de l'établissement, le contrôleur d'Etat et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative.

Article 20

Les membres du conseil d'administration sont nommés par décret pour une durée de trois ans. Leur mandat peut être renouvelé une fois.

En cas de vacance survenant pour quelque cause que ce soit avant l'expiration du mandat d'un membre titulaire ou suppléant, il est procédé à son remplacement pour la durée restant à courir de ce mandat.

Sont déclarés démissionnaires d'office par décision du conseil d'administration les membres qui, sans motif valable dûment constaté par le président, n'auraient pas assisté à trois séances consécutives.

ANNEXE N° 8 (suite)

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 21, les fonctions de membre du conseil d'administration sont exercées à titre gratuit. Elles ouvrent droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions prévues par le règlement intérieur du conseil d'administration.

Article 21

Le président de l'établissement est nommé par décret parmi les membres du conseil d'administration, pour la durée de son mandat au sein de ce conseil. Un vice-président, nommé dans les mêmes conditions, exerce les fonctions du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le président assure la présidence du conseil d'administration. Il signe la convention d'objectifs et de gestion conclue avec le gestionnaire administratif mentionné à l'article 32 et en assure le suivi. Il peut diligenter des missions d'expertise sur l'administration du régime et de l'établissement.

Une indemnité de fonction dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale peut être attribuée au président de l'établissement.

Article 22

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement et examine toutes les questions d'ordre général relatives à la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique. Ses délibérations portent notamment sur :

1. L'évaluation annuelle des engagements du régime et la détermination du montant de la réserve à constituer pour leur couverture ;
2. Les conditions de réalisation de l'équilibre de long terme du régime ;
3. La valeur d'acquisition et la valeur de service du point, le barème actuariel mentionné à l'article 8 ainsi que la périodicité du versement de la prestation ;
4. Les orientations générales de la politique de placement des provisions du régime ;
5. Le choix des commissaires aux comptes ;
6. Le choix de l'actuaire indépendant mentionné à l'article 24 ;
7. Le budget de l'établissement public et ses modifications ;
8. L'enveloppe budgétaire allouée au gestionnaire administratif du régime ;
9. Le compte financier ;
10. La composition et les règles de fonctionnement des comités spécialisés ;
11. Les transactions.

Au cours du premier semestre de chaque année, le conseil d'administration délibère sur un rapport de gestion détaillé relatif au précédent exercice, portant notamment sur le fonctionnement du régime et son équilibre et sur l'état du recouvrement des cotisations. Ce rapport est transmis au Parlement et rendu public.

Au cours du même semestre, le conseil d'administration délibère sur un rapport de contrôle interne relatif au précédent exercice comportant l'évaluation de l'ensemble des risques, notamment techniques, financiers et opérationnels.

Le conseil d'administration participe à l'élaboration et approuve les conventions d'objectifs et de gestion conclues avec le gestionnaire administratif mentionné à l'article 32.

ANNEXE N° 8 (suite)

Le conseil d'administration est consulté sur tout projet de texte portant sur l'organisation et le fonctionnement du régime et de l'établissement. En cas d'urgence déclarée, l'avis est rendu dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la saisine.

Article 23

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président, qui fixe l'ordre du jour. Il est en outre convoqué lorsque la moitié au moins des membres ou le commissaire du Gouvernement en expriment la demande. Les convocations sont, sauf urgence déclarée, adressées dix jours ouvrés au moins avant la date de la réunion.

Le conseil adopte son règlement intérieur.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. En présence des membres titulaires, les suppléants ne siègent pas au conseil d'administration. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau réuni avec le même ordre du jour dans un délai maximum de quinze jours ouvrés ; il peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le commissaire du Gouvernement, le directeur de l'établissement, le contrôleur d'Etat et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative.

Le président peut inviter à assister au conseil, sans voix délibérative, toute personne compétente sur un ou plusieurs points inscrits à l'ordre du jour.

Article 24

Sont institués au sein du conseil d'administration les comités spécialisés suivants :

1. Le comité de pilotage actif-passif ;
2. Le comité d'audit ;
3. Le comité de recouvrement.

Le comité de pilotage actif-passif prépare les décisions du conseil d'administration portant sur l'évaluation des engagements envers les bénéficiaires du régime, la fixation de la valeur d'acquisition et de la valeur de service du point, et les orientations générales de la politique de placement. Il est assisté par un actuaire indépendant, auquel il est demandé un rapport annuel sur les perspectives financières et techniques du régime.

Le comité d'audit veille à la bonne application des règles de gestion du régime et propose toute mesure destinée à améliorer cette gestion. Il dispose de tout pouvoir d'investigation, par les personnes qu'il désigne à cet effet, dans les services du gestionnaire administratif mentionné à l'article 32 qui sont chargés des tâches définies par la convention prévue par cet article.

Le comité de recouvrement dresse l'état du recouvrement dont il fait rapport au conseil d'administration. Cet état expose notamment la liste des créances non recouvrées, les motifs de non-recouvrement et les actions menées auprès des débiteurs.

Sur proposition du président, le conseil d'administration peut créer en son sein d'autres comités spécialisés chargés de préparer ses délibérations ou d'en assurer le suivi.

Les comités spécialisés peuvent proposer au conseil d'administration la réalisation d'études ou d'expertises. Ils peuvent associer à leurs travaux toute personne compétente.

ANNEXE N° 8 (suite)

Chapitre 3 - Le directeur**Article 25**

Le directeur de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale, après avis du gestionnaire administratif mentionné à l'article 32.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'administration.

Article 26

Le directeur dirige l'établissement. A ce titre :

1. Il prépare et met en oeuvre les délibérations du conseil d'administration ;
2. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
3. Il prépare et exécute le budget de l'établissement ;
4. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
5. Il élabore le règlement de l'établissement ;
6. Il conclut les contrats, conventions et marchés de l'établissement et en contrôle l'exécution ;
7. Il met en oeuvre les conventions décidées par le conseil d'administration ;
8. Il propose au conseil d'administration des orientations générales pour la politique de placement des provisions de l'établissement et les met en oeuvre ;
9. Il conclut les transactions après accord du conseil d'administration ;
10. Le cas échéant, il prépare les documents nécessaires à la mise en concurrence des entreprises mentionnées à l'article 29 ;
11. Il recrute, nomme et gère le personnel de l'établissement.

Le directeur peut déléguer ses pouvoirs ou sa signature à des agents de l'établissement dans des limites et des conditions déterminées par le conseil d'administration.

Chapitre 4 - La tutelle de l'établissement**Article 27**

I. - L'établissement est placé sous la tutelle conjointe du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale. Ces ministres désignent par arrêté conjoint un commissaire du Gouvernement qui représente l'Etat au conseil d'administration de l'établissement.

La tutelle s'exerce après consultation d'un conseil de tutelle qui comprend, outre le commissaire du Gouvernement et le contrôleur d'Etat, un représentant de chacun des ministres chargés de la fonction publique, du budget, de la sécurité sociale, de l'économie, des collectivités territoriales et de la santé. Une réunion de ce conseil est organisée avant chaque réunion du conseil d'administration de l'établissement.

Les membres du conseil de tutelle peuvent participer, sans voix délibérative, aux travaux des comités spécialisés institués au sein du conseil d'administration en application de l'article 24. Ils sont rendus destinataires des dossiers transmis aux membres du conseil d'administration.

ANNEXE N° 8 (suite)

Le commissaire du Gouvernement peut obtenir de l'établissement tous documents ou informations se rapportant à la gestion du régime de retraite et de l'établissement.

II. - Le procès-verbal des délibérations établi après chaque séance du conseil d'administration est communiqué aux ministres de tutelle, au commissaire du Gouvernement ainsi qu'aux autres membres du conseil de tutelle. A la demande du commissaire du Gouvernement ou de l'un des autres membres du conseil de tutelle, ce conseil est réuni pour examiner les délibérations adoptées.

Sous réserve des dispositions de l'article 30, les délibérations du conseil d'administration autres que celles mentionnées aux 7° et 9° de l'article 22 deviennent exécutoires en l'absence d'opposition notifiée par le commissaire du Gouvernement dans un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal. Le commissaire du Gouvernement peut, après avis du conseil de tutelle, demander par écrit des informations ou des documents complémentaires relatifs aux délibérations mentionnées aux 3° et 8° de l'article 22 ; le délai d'un mois est alors suspendu jusqu'à production de ces informations ou documents.

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er du décret du 8 juillet 1999 susvisé, les délibérations mentionnées aux 7° et 9° de l'article 22 ne deviennent exécutoires qu'après approbation expresse par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

Chapitre 5 - Les règles prudentielles

Article 28

Lors de chaque arrêté des comptes, le conseil d'administration procède à l'évaluation des engagements du régime et s'assure de leur couverture. Il évalue le taux de couverture des engagements, déterminé par le rapport de la valeur au bilan des actifs du régime sur la valeur de ses engagements. Cette évaluation est certifiée par les commissaires aux comptes et transmise au commissaire du Gouvernement.

La valeur des engagements est égale à la valeur actuelle probable de l'intégralité des droits acquis par les bénéficiaires et des frais de gestion relatifs à ces droits. Les paramètres de calcul des engagements sont fixés par le conseil d'administration, dans des conditions et limites définies par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé de l'économie.

Les engagements du régime à l'égard de ses bénéficiaires doivent être intégralement couverts par des actifs.

Article 29

Par dérogation aux dispositions du décret du 29 décembre 1962 susvisé, l'établissement public est autorisé à placer tout ou partie des fonds dont il dispose au titre du régime dans les actifs financiers mentionnés au A de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux mentionnés aux 6°, 7° et 8°. Il est procédé à ces placements dans des conditions et limites fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé de l'économie ; cet arrêté s'inspire des règles fixées en la matière par le code de la sécurité sociale pour les placements des institutions de prévoyance représentant leurs engagements.

La politique de placement de l'établissement est déterminée, par catégorie d'instruments financiers, en fonction de l'évolution des engagements du régime, du portefeuille détenu et de l'analyse de l'évolution des marchés financiers. Elle tient compte notamment des principes de prudence et de diversification des risques ainsi que de l'ensemble des coûts liés à la détention de chaque catégorie d'instrument financier au regard du montant des fonds à placer.

ANNEXE N° 8 (suite)

La gestion des actifs mentionnés au premier alinéa, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, est déléguée à des entreprises d'investissement qui exercent à titre principal le service prévu au 4 de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier. Les mandats de gestion correspondants prévoient que le mandataire accepte de se soumettre aux contrôles et aux expertises sur pièces et sur place diligentées par le mandant.

Article 30

Lorsque, au vu des éléments dont il dispose et après avis du conseil de tutelle, le commissaire du Gouvernement estime que la couverture des engagements du régime n'est pas assurée, il en informe par écrit le président de l'établissement et lui demande de convoquer le conseil d'administration afin que celui-ci arrête, dans un délai de deux mois, un programme de rétablissement de nature à assurer la couverture intégrale des engagements au terme d'une période de quatre ans au plus. Le programme de rétablissement est transmis aux ministres chargés de la fonction publique, du budget et de la sécurité sociale et soumis au conseil de tutelle. Dans un délai de deux mois à compter de cette transmission, le commissaire du Gouvernement informe l'établissement de l'approbation du programme ou demande une nouvelle délibération du conseil d'administration.

A défaut de programme de rétablissement approuvé au terme d'un délai de six mois à compter de la saisine du président par le commissaire du Gouvernement, les ministres chargés de la fonction publique, du budget et de la sécurité sociale désignent par arrêté conjoint, pour une période de six mois renouvelable, un administrateur provisoire qui exerce pendant cette période les compétences du conseil d'administration et du président après avis du conseil de tutelle.

Chapitre 6 - Les recettes et les dépenses de l'établissement

Article 31

I. - Les recettes de l'établissement au titre du régime sont :

1. Le montant des cotisations versées par les bénéficiaires cotisants et par leurs employeurs ;
2. Les produits financiers provenant du placement des provisions et des disponibilités du régime ;
3. Les majorations de retard de paiement ;
4. Les reversements de paiements indus et autres recettes diverses.

II. - Les dépenses de l'établissement au titre du régime sont :

1. Les prestations servies par le régime ;
2. Les frais exposés pour la gestion administrative et financière du régime ;
3. Les remises ou réductions des majorations de retard de paiement.

III. - Les dépenses de l'établissement au titre de son fonctionnement propre sont couvertes par un prélèvement sur les recettes du régime.

Chapitre 7 - La gestion administrative du régime et de l'établissement

Article 32

La gestion administrative du régime est confiée à la Caisse des dépôts et consignations sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration.

ANNEXE N° 8 (suite et fin)

Une convention d'objectifs et de gestion, conclue pour une durée minimale de cinq ans, détermine les objectifs pluriannuels de la gestion administrative, les moyens dont le gestionnaire dispose pour les atteindre et les actions mises en oeuvre à ces fins par les signataires.

Elle fixe :

- les modalités de calcul et d'évolution de l'enveloppe budgétaire allouée au gestionnaire administratif ;
- les objectifs liés à la performance et au coût de la gestion ainsi qu'à l'amélioration de la qualité du service aux bénéficiaires ;
- le processus d'évaluation contradictoire des résultats obtenus au regard des objectifs fixés.

Cette convention contient les indicateurs quantitatifs et qualitatifs associés à la définition des objectifs.

Article 33

La gestion administrative du régime et de l'établissement comprend notamment :

- l'encaissement des cotisations ;
- la tenue des comptes individuels de droits ;
- la liquidation des droits et le versement des prestations ;
- l'information des bénéficiaires sur les points acquis ;
- la tenue des comptes courants ouverts à la Caisse des dépôts retraçant les opérations rendues nécessaires par le fonctionnement du régime ;
- la tenue de la comptabilité du régime ;
- le régime de la conservation défini au 1° de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier ;
- le cas échéant, le contrôle de l'exécution des mandats de gestion financière de l'établissement mentionnés à l'article 36 du présent décret ;
- la mise à disposition de moyens matériels et humains dans le cadre de l'enveloppe budgétaire allouée par le conseil d'administration. Ces moyens intègrent la fourniture d'une assistance comptable, juridique et budgétaire.

Toutefois, le paiement de la prestation aux pensionnés du régime des pensions civiles et militaires de retraite de l'Etat est effectué par le service chargé du paiement de la pension, dans le cadre d'une convention signée entre l'Etat et le président de l'établissement.

Article 34

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le garde des sceaux, ministre de la justice, la ministre de la défense, le ministre de la santé et de la protection sociale, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE N° 9 : Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.

TITRE Ier
DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE DE DROIT DIRECT

Article 1

La liquidation de la retraite additionnelle intervient sur demande expresse de l'intéressé. Cette dernière peut être formulée conjointement avec celle de l'avantage principal, nonobstant la date de prise d'effet demandée pour la retraite additionnelle, ou séparément.

Lorsque la demande de liquidation est présentée séparément, elle est adressée directement à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le conseil d'administration de l'établissement détermine la nature des pièces justificatives à produire en accompagnement d'une demande présentée séparément.

Article 2

La demande de retraite additionnelle doit dans tous les cas comporter la date de prise d'effet souhaitée, obligatoirement fixée au premier jour d'un mois civil, sans pouvoir être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel la demande a été formulée.

Si, à la date de prise d'effet de la retraite additionnelle indiquée par l'intéressé, celui-ci ne remplit pas les conditions prévues par l'article 6 du décret du 18 juin 2004 susvisé, il est informé par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique que sa demande n'est pas recevable et qu'il devra la renouveler.

Article 3

La prestation additionnelle est payée jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le titulaire du droit est décédé.

TITRE II
DE L'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION ADDITIONNELLE DE RÉVERSION

Article 4

Le conjoint survivant, le conjoint séparé de corps et le conjoint divorcé peuvent prétendre à la prestation de réversion prévue par l'article 10 du décret du 18 juin 2004 susvisé.

En cas de remariage ou de concubinage notoire du conjoint survivant ou divorcé, le paiement de la prestation de réversion est suspendu. Il peut être rétabli, à la cessation de la nouvelle union ou du concubinage notoire, sur demande expresse de l'intéressé.

En cas d'unions successives, la prestation de réversion est partagée entre le conjoint survivant ou séparé de corps et le ou les précédents conjoints divorcés au prorata de la durée respective de chaque mariage déterminée de date à date et arrondie au nombre de mois inférieur. Ce partage est opéré définitivement lors de la liquidation des droits du premier d'entre eux qui en fait la demande.

ANNEXE N° 9 (suite)

La date de prise d'effet de la prestation de réversion ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Aucune prestation de réversion n'est due lorsque la prestation additionnelle de droit direct a été servie sous forme de capital.

Article 5

Pour obtenir la liquidation de sa prestation, le conjoint ou l'ex-conjoint survivant doit formuler une demande selon des modalités définies par le conseil d'administration de l'établissement. Cette demande est effectuée conjointement avec celle relative à la pension de réversion du régime principal d'affiliation, dont les règles sont prévues, selon le cas, par l'article D. 20 du code des pensions civiles et militaires de retraite, par l'article 59 du décret du 26 décembre 2003 susvisé ou par l'article R. 173-4-1 du code de la sécurité sociale.

Article 6

Le conjoint survivant a droit à une prestation de réversion égale à 50 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès en liquidant sa pension à l'âge de son décès. En cas de décès de l'auteur du droit avant l'âge de 60 ans, l'âge de liquidation retenu pour le calcul de la prestation est celui de 60 ans.

La prestation additionnelle de réversion est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant, au jour de sa date de prise d'effet, est inférieur au seuil fixé à l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé. Ce montant s'apprécie en valeur brute et par tête.

TITRE III

DE L'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION ADDITIONNELLE D'ORPHELIN

Article 7

Peuvent prétendre à la prestation additionnelle d'orphelin les enfants légitimes, naturels reconnus et adoptifs du bénéficiaire.

En cas de pluralité d'enfants, le partage et la réduction éventuelle sont opérés par parts égales à titre définitif.

Article 8

La demande de liquidation de la prestation additionnelle d'orphelin est formulée par l'orphelin ou son représentant légal selon les modalités définies par le conseil d'administration de l'établissement.

La demande peut être opérée conjointement avec celle relative à la pension de réversion.

La date de prise d'effet de la prestation additionnelle d'orphelin ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Article 9

La prestation additionnelle d'orphelin est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant est au jour de la date de prise d'effet de la prestation inférieur au seuil fixé à l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé.

Ce montant s'apprécie en valeur brute et par tête.

ANNEXE N° 9 (suite)

TITRE IV
DES RÈGLES DE CUMUL

Article 10

La prestation additionnelle de réversion ou d'orphelin est cumulable avec une rémunération d'activité ainsi qu'avec tout avantage servi par des régimes de retraite de base, complémentaires ou additionnels, quels qu'ils soient.

TITRE V
DE L'ATTRIBUTION DES PRESTATIONS

Article 11

Les prestations du régime sont servies par le directeur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le paiement de la prestation sous forme de rente s'effectue à terme échu.

TITRE VI
DU CAPITAL VERSÉ

Article 12

Le montant du capital auquel le prestataire peut prétendre se déduit du montant de la rente annuelle par application d'un barème actuariel établi par le conseil d'administration de l'établissement.

Lorsque suite à une révision des droits intervenue après que le capital ait été versé, le montant de la prestation issue de cette révision dépasse en termes annuels le seuil fixé par l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé, il est procédé à une retenue sur le montant des arrérages à verser, dans des conditions assurant la neutralité actuarielle de l'opération. La rente n'est effectivement mise en paiement qu'après extinction complète de la dette.

TITRE VII
DU RÈGLEMENT DES COTISATIONS PAR LES EMPLOYEURS

Article 13

L'employeur verse à l'établissement sa part de cotisation ainsi que la part de l'agent, dues au titre des rémunérations que cet employeur a versées.

Article 14

Les cotisations dues par le bénéficiaire font l'objet de la part de l'employeur d'un prélèvement opéré sur la rémunération versée.

ANNEXE N° 9 (suite)

Article 15

A titre provisoire, en l'absence de connaissance des montants de cotisations tels que mentionnés à l'article 12 du décret du 18 juin 2004 susvisé, dus par chaque employeur à l'établissement, les cotisations dont sont redevables les bénéficiaires et leurs employeurs sont calculées et versées mensuellement par les employeurs, dès lors qu'une assiette est constituée. Cette opération s'effectue, dans le respect de la limite de 20 % prévue à l'article 2 du décret précité, sur la base des éléments de rémunérations cotisables et du traitement indiciaire brut versés depuis le début de l'année civile.

Les cotisations sont calculées en rapprochant, chaque mois, les éléments de rémunérations bruts cotisables depuis le début de l'année du plafond de l'assiette déterminée à partir du traitement indiciaire brut servi depuis le même début d'année. Lorsque la périodicité de versement des éléments constitutifs de l'assiette n'est pas mensuelle, la cotisation est calculée et versée de telle manière que l'assiette sur laquelle elle est fondée soit mois par mois respectée, en tenant compte des montants déjà acquittés.

Article 16

En cas d'employeurs simultanés ou successifs, l'employeur principal chargé de centraliser les éléments de calcul annuel du plafond des cotisations s'apprécie comme étant celui qui a versé le traitement indiciaire le plus élevé au titre du dernier mois de l'année civile.

La régularisation prévue au II de l'article 11 du décret du 18 juin 2004 susvisé applicable à l'employeur qui ne sert pas de traitement indiciaire intervient une fois par an, à l'issue de l'année civile.

Article 17

Le paiement des cotisations est effectué par virement interbancaire au compte courant de l'établissement au plus tard le 15 du mois suivant le versement de la paie. Le paiement des compléments de cotisations afférents à la régularisation prévue au II de l'article 11 du décret du 18 juin 2004 susvisé est effectué par virement interbancaire au plus tard le 15 du mois de mars suivant l'année civile considérée.

TITRE VIII**DE L'ÉVALUATION DU CALCUL DES ENGAGEMENTS****Article 18**

Pour l'évaluation des engagements du régime prévue à l'article 28 du décret du 18 juin 2004 susvisé, les paramètres de calcul sont fixés selon les modalités suivantes :

1. Le conseil d'administration détermine le taux d'actualisation, égal au taux de rendement prévisionnel prudemment estimé des actifs couvrant les engagements, en tenant compte notamment des durées des engagements et des actifs, d'une part, et des risques attachés aux actifs détenus, d'autre part. Ce taux d'actualisation ne peut en outre excéder 3 %.
2. Le conseil d'administration arrête, après certification par l'actuaire mentionné à l'article 24 du décret du 18 juin 2004 susvisé, la ou les tables de mortalité relatives à la population du régime. En l'absence de tables certifiées, les tables de générations homologuées par l'arrêté du 28 juillet 1993 susvisé sont utilisées.
3. Le conseil d'administration fixe l'estimation des frais futurs de gestion des droits acquis supportés par l'établissement. La valeur actuelle probable de ces frais ne peut être inférieure à l'écart entre les valeurs actuelles probables des droits calculées respectivement au taux d'intérêt technique et au taux d'intérêt technique diminué de 0,3 %.

ANNEXE N° 9 (suite et fin)

TITRE IX
DE LA RÉGLEMENTATION DES PLACEMENTS

Article 19

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement, la valeur comptable des actifs mentionnés au 5°, au 9° et au 10° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale ne peut excéder 25 %, dont 5 % au maximum pour les actifs mentionnés au 9° de ce même article.

Article 20

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement, la valeur nette comptable des actifs énumérés ci-après ne peut excéder :

1. 5 % pour l'ensemble des valeurs émises par un même organisme, à l'exception :

a) Des valeurs émises ou garanties par un Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ainsi que des titres émis par la Caisse d'amortissement de la dette sociale instituée par l'article 1er de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ;

b) Des actions ou des parts émises par les organismes mentionnés au 4° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, dont le portefeuille est exclusivement composé des valeurs mentionnées ci-dessus.

2. 1 % pour la valeurs mentionnées au 9° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale émise par un même fonds.

Article 21

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement définie à l'article 28 du décret du 18 juin 2004 susvisé, la valeur nette comptable des actifs non libellés ou réalisés en euros ne peut excéder 10 %.

Article 22

La valeur comptable des titres émis par un même organisme relevant du 4° ou du 10° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale peut par dérogation excéder le ratio mentionné au 1° de l'article 20 du présent arrêté.

Les limites prévues aux articles 19 à 21 s'appliquent alors aux actifs détenus directement par l'établissement ou indirectement par l'intermédiaire des organismes faisant l'objet de cette dérogation.

Article 23

Le directeur du budget et le directeur général du Trésor et de la politique économique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur de la sécurité sociale au ministère de la santé et de la protection sociale et le directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114